

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 17 JANVIER 1978 - N° 607

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76. 1,70 F

ITALIE : LA DEMISSION DU GOUVERNEMENT ANDREOTTI

Alors que le gouvernement démocrate-chrétien d'Andréotti devait démissionner dans la journée de lundi, un des dirigeants du PCI, Pajetta, déclarait à RTL : «*Nous voudrions et nous voulons sauver ce qui peut être sauvé. Nous voulons arriver à temps, c'est pour cela que nous sommes pressés. M. Fanfani a dit «quand la maison brûle, il faut appeler tous les sapeurs pompiers». Nous avons répondu «nous voilà», mais nous voudrions aussi savoir qui va commander les sapeurs pompiers.*»

Ainsi, le PCI renouvelle ses offres de service pour imposer l'austérité aux travailleurs, mais en exigeant en échange des postes ministériels qui lui permettraient de faire avancer son projet capitaliste d'Etat. La DC quant à elle compte bien s'appuyer à nouveau sur le PCI sans pour autant, le faire entrer au gouvernement, d'autant plus qu'en cas de refus, le PCI semble n'avoir rien à gagner à des législatives anticipées.

(Lire en page 10)

SOUPE A LA GRIMACE A L'ELYSEE



Chirac a du mal à avaler le front anti-RPR. Ce n'est sans doute pas au cours du déjeuner à l'Élysée que l'unité de la «majorité» risque de prendre des forces.

Le repas auquel Giscard conviait «*tous ceux qui l'ont soutenu*» devait réunir quatre vingt personnes dont les ministres (mais pas les secrétaires d'Etat). Hormis les porte-paroles habituels de Giscard, étaient invités les anciens premiers ministres : Debré, Couve de Murville, Chaban Delmas, Messmer ainsi que les présidents de l'assemblée nationale E. Faure, et du Sénat Poher. L'intérêt du repas prévu avant que la crise n'éclate aussi ouvertement à droite réside cependant dans la participation de Chirac, alors que le RPR vient d'annoncer qu'il présentera au moins une dizaine de candidats supplémentaires pour contrer au premier tour, des giscardiens de premier plan comme Soisson ou leurs alliés centristes comme Stasi. Dans une déclaration à une radio périphérique, Chirac a «*révélé*» que cela fait déjà plusieurs jours qu'il avait mis Giscard en garde contre les tentatives d'isolement dont son parti estime-t-il est l'objet, de la part du reste de la majorité. «*J'avais eu l'occasion déjà, dit-il de faire part de ces préoccupations au président de la République dans une lettre que je lui ai adressée il y a quelques jours, en date du 9 janvier dernier. Mes inquiétudes, a-t-il ajouté, se trouvent malheureusement confirmées par le comportement que je n'hésite pas à qualifier de dangereux et de déloyal de certains de nos partenaires. J'aurai l'occasion de le souligner à nouveau lors de ce déjeuner.*»

Pour sa part, Giscard en quittant la Côte d'Ivoire, avec des accents «*gaulliens*» a déclaré : «*En France ce qui est important ce sont les institutions, le président de la République, et le gouvernement mais pas les partis politiques.*»

Tandis que le week-end a vu les partis de gauche camper sur leurs positions, et réaffirmer leur division, du côté de la majorité, il est peu probable que l'unité prenne des forces au cours du repas élyséen.

(Lire en page 2)

Gala de victoire des ouvriers de Laving-glaces



Hommage à Yves Jallé

«*Nous continuerons dans la voie qu'il nous a tracée*», c'est par ces mots que les travailleurs de Laving-Glaces ont salué la mémoire de Yves Jallé, délégué CFDT mort accidentellement jeudi soir, à la veille du «*Gala de la victoire*».

Invités par les ouvriers victorieux, des cheminots, des syndicalistes, des paysans, des représentants du comité de soutien ont pris la parole pour affirmer que la lutte est possible, même à deux mois des élections !

(Lire en page 4)

PS : les femmes-alibi

Le PS avait mis les femmes à l'ordre du jour ce week-end. Hormis des déclarations de principe on en retiendra deux citations, à forte dose de démagogie électoraliste : ainsi, «*les femmes sont des forces fraîches*» tandis que Mitterrand parlait de «*la cohorte de militantes dont dispose aujourd'hui le PS pour assurer sa destinée*». Les femmes ne sont considérées, dans ce parti, que comme des pions.

La guerre psychologique d'EDF

Les habitants du Pellerin ont découvert dans la voiture d'un chargé de mission de l'EDF des documents révélateurs sur les agissements de cette entreprise. EDF a établi des fiches sur les opposants à la centrale nucléaire et sur leur «*profil psychologique*» afin de les discréditer.

(Lire en page 9)

LIRE EN PAGE 12

Une déclaration d'Ezzedine Kalak

Représentant de l'OLP en France

Dimanche, au cours du «*colloque pour la solidarité euro-arabe des peuples contre l'impérialisme*» qui se déroulait à Paris, Ezzedine Kalak représentant en France de l'OLP a fait une intervention sur la situation de la Résistance palestinienne et des peuples arabes au lendemain de l'initiative de Sadate. Il a mis en garde sur les manœuvres en cours et à venir de l'impérialisme au proche-Orient et précisé les perspectives pour 1978, nous publions en page 12 de larges extraits de cette déclaration.

A la veille de la reprise de la Conférence de Belgrade

A Moscou, des ouvriers licenciés témoignent

Les travaux de la réunion de Belgrade destinée à faire le bilan des accords d'Helsinki d'août 1975, doivent reprendre ce mardi 17 janvier. Elle doit aboutir rapidement à la rédaction de documents de synthèse sur l'application de ces accords. C'est bien sûr notamment sur la question des droits de l'homme que les difficultés vont réapparaître, la délégation russe essayant à tout prix d'évacuer ce point de l'ordre du jour.

Ceux qui en URSS se dressent contre le régime de Brejnev, ont profité de cette rencontre pour faire connaître leurs luttes et la répression dont ils sont victimes. La semaine

dernière, à Moscou, un groupe d'ouvriers soviétiques a tenu une nouvelle conférence de presse devant les correspondants occidentaux pour dénoncer le licenciement de travailleurs en lutte. Ce groupe, dont le porte-parole est l'ouvrier mineur Klebanov, avait déjà témoigné devant la presse début décembre. Il continue son action malgré la répression. Parmi les nouveaux cas cités, celui d'un métallurgiste de Leningrad licencié parce qu'il demandait des indemnités pour un accident du travail. Son patron voulait cacher l'accident pour être au «*tableau d'honneur*» de la sécurité !

(Lire en page 10)

Détention arbitraire des étrangers expulsés

ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA CIRCULAIRE SCÉLÉRATE DE BONNET

● La circulaire, rédigée conjointement par Bonnet, ministre de l'Intérieur, et Peyrefitte, Garde des Sceaux, légalisant la détention arbitraire des étrangers en attente d'être expulsés est entrée en vigueur ce dimanche.

Après avoir longtemps prétendu que les centres de détention comme Arenc n'existaient pas, puis avoir affirmé qu'ils étaient parfaitement légaux, le gouvernement a malgré tout jugé nécessaire de légaliser cette pratique par une «instruction» au mois de décembre. Selon ce texte, les étrangers seront désormais «hébergés» dans des établissements pénitentiaires, si leur expulsion «se heurte à de sérieuses difficultés». Le délai de détention est fixé à sept jours maximum, le direc-

teur de la prison devant «s'assurer de la régularité des documents présentés pour justifier l'écrou». La seule amélioration par rapport à la situation actuelle sera la possibilité pour l'expulsé de communiquer avec son avocat.

Sous ces apparences de «garanties», la circulaire de Bonnet et Peyrefitte est en réalité parfaitement arbitraire puisque la décision de détention est confiée au seul ministre de l'Intérieur, alors que les lois bourgeoises elles-mêmes pré-

voient que seul un magistrat peut prendre une telle décision.

Le syndicat des Avocats de France et le Syndicat de la Magistrature ont d'ailleurs élevé de vigoureuses protestations et dénoncé l'arbitraire de la mesure gouvernementale. Un membre du S.A.F. a ainsi déclaré : «Je ne savais pas que le ministre de l'Intérieur pouvait prescrire des condamnations, je ne savais pas que le pouvoir pouvait prescrire des infractions (...)» Pour le Syndicat de la Magistrature, il s'agit d'une véritable «lettre de cachet, signée par un agent de l'exécutif, sans audience, sans avocat, sans possibilité de recours.»

Le déjeuner de Giscard

SOUPE A LA GRIMACE

C'est un déjeuner sans entrain que préside Giscard, lundi, à son retour de Côte d'Ivoire. La grande fraternisation dont il se prévalait entre les divers courants de son «pluralisme» désorganisé, sera quelque peu entaché par l'annonce, désormais officielle, de dix candidats RPR supplémentaires aux législatives, dont un contre le président du PR, JP Soisson. Des candidats RPR disputeront également leur siège à Rossi à Cavaillet et à J. Dominati.

Au déjeuner, pourtant un beau tableau : quatre vingt personnes environ, personnalités et leaders des diverses formations de la «majorité», parmi lesquelles Chirac siège aux côtés du «turlupin» JJSS, beau symbole de «réconciliation», Chaban-Delmas,

l'ancien rival ralié au «bon choix» du président, Soisson, et bien sûr, Raymond Barre, et avec eux des parlementaires, des maires... Cela aurait fait un beau flash publicitaire pour les «objectifs d'action» sur lesquels on avait eu tant de mal à se mettre d'accord !

Hé bien c'est raté ! Chacun a eu beau s'efforcer de minimiser le conflit créé par la dénonciation chiraquienne d'un «Front anti-RPR», et l'annonce de nouvelles candidatures de part et d'autre, Barre a eu beau lancer, à Lyon des appels hypocrites à cesser les «gamineries» : les giscardiens demeurent décidés à multiplier les primaires, le RPR, plus que jamais, entend faire cavalier seul, le CDS, en sourdine, s'apprête même à

disputer sa place à Claude Labbé, président du groupe RPR à l'assemblée. La coupure entre «giscardiens» et «gaullistes», confirmée par la petite phrase de Soisson selon laquelle, les giscardiens doivent éviter de «gaspiller leurs voix au premier tour afin d'avoir les meilleures chances de devancer le candidat gaulliste» est désormais confirmée. «Il faut l'Union pour gagner» a répété, dimanche, Lecanuet, qualifiant, d'«épouvantail» la dernière colère du RPR, et invitant celui-ci à revenir à la «sérénité». Mais cette sérénité aura sans doute été troublée, lundi, au cours du repas présidentiel : Chirac avait fait part de son intention d'exprimer son «inquiétude» à Giscard. De beaux toasts auront été portés !

CES Rabelais Vitry

LES REVERS D'UN CES PILOTE

Le CES Rabelais de Vitry est très connu : c'est l'un des «CES expérimentaux» pour la mise en place des filières au rabais CFA-CPA (préparation à l'apprentissage). Aujourd'hui, la situation s'est considérablement dégradée.

Déjà le 18 novembre dernier, après qu'un élève ait reçu un coup de couteau à la sortie du CES, syndicats d'enseignants et parents d'élèves prenaient une position remarquable. Alors que la municipalité PCF de Vitry battait campagne pour son

commissariat, ils avançaient une liste de revendications pour faire l'unité des parents, supprimer les ghettos à l'intérieur du CES, sans la moindre référence au commissariat.

Le 21 décembre, les ateliers de mécaniques et d'installations sanitaires de la SES (Section d'éducation spécialisée) étaient trouvés vidés de leur matériel. Depuis la rentrée, 50 élèves sont en garderie.

C'est dans ce climat qu'un auxiliaire, instituteur-remplaçant est rayé illégalement des listes des

stagiaires et est radié de son poste à Vitry. On lui enjoint de gagner un nouveau poste à Champigny à partir du 16 janvier, sans qu'aucune raison ne lui soit donnée et sans que son inspectrice ne soit prévenue. Il est clair que c'est son attitude combative qui est visée par cette décision. Ce fait montre en tout cas une nouvelle fois que la fonction publique ne manque pas elle aussi de «patrons de combat». Mais la riposte s'organise.

Corr. Vitry

Corse et Bretagne

LES CASERNES ATTAQUÉES

Après l'attaque menée par un commando du Front National de Libération de la Corse contre la base de Solenzara, c'est au tour de la Bretagne de voir des installations de l'armée visées par des mouvements autonomistes : le FLB-ARB a revendiqué l'attentat contre la caserne de Quimper, où trois camions militaires ont été détruits par une charge explosive, ainsi que celui dirigé contre le matériel de construction d'une gendarmerie.

C'est cependant les événements de Corse qui restent les plus importants : en effet, le FNLC s'y est

attaqué à une base aérienne importante, comportant quinze cents soldats. Son commando d'une dizaine d'hommes y a neutralisé le poste de garde d'un des radars, avant de le faire sauter à l'aide de deux charges explosives. La dizaine d'hommes armés qui ont réalisé cette opération se sont ensuite évanouis dans la nature.

A cette occasion, le FNLC a publié le communiqué suivant : «A Solenzara, l'Etat français dispose d'un arsenal répressif important. De plus, la présence de ces installations, en cas de conflit, peut attirer des représailles nucléaires sur la Corse, car

Solenzara est une des places-relais des bombardiers atomiques et représente un maillon militaire essentiel dans le système militaire en Europe du Sud. Sous prétexte de défense nationale et de coopération militaire, Solenzara permet à l'impérialisme occidental de menacer les peuples libres et les nations progressistes de la Méditerranée. Notre peuple est donc menacé, des peuples libres le sont aussi. En frappant une fois de plus l'armée colonialiste française, le FNLC continue de mener la lutte contre l'armée d'occupation et le colonialisme qu'elle renforce».

Contre les dossiers scolaires

UNE CONFÉRENCE NATIONALE SE TIENDRA LE 28 JANVIER

L'annonce par Haby de la constitution d'un dossier scolaire pour chaque élève avait provoqué les protestations vigoureuses de parents et d'enseignants qui voyaient là un véritable fichage des enfants. Tout en reculant sur certains points (le dossier sera en principe détruit un an et non cinq après la fin de la scolarité), Haby a maintenu son projet. A la fin du premier trimestre, les enseignants de maternelles et les professeurs de 6^e ont donc été invités à fournir sur les élèves des renseignements qui vont bien au delà des simples résultats scolaires : réactions affectives, comportement social

(«sens des responsabilités», «esprit d'équipe»...) et scolaire («sens de l'effort», etc...), activités extra-scolaires... Pour l'instant, toutes ces données ne peuvent être traitées par ordinateur mais la porte au fichage informatique est grande ouverte. D'ores et déjà, la constitution d'un pareil dossier suffit à susciter les plus grandes inquiétudes sur l'usage qui en sera fait : plutôt que d'un dossier, il faudrait parler d'un véritable «cahier scolaire» qui enserrerait l'élève pendant sa scolarité, sinon après...

Malgré leurs protestations, syndicats d'enseignants et fédérations de

parents d'élèves n'ont semble-t-il pas donné à leurs adhérents de consignes à la hauteur du problème.

Aussi certaines associations locales de parents d'élèves telles que celle du 11^e arrondissement de Paris ont décidé de créer un comité d'initiatives, pour lutter contre le fichage des élèves. Deux réunions le 20 décembre et samedi dernier ont permis d'élargir le comité. Celui-ci a décidé d'organiser une conférence nationale le 28 janvier qui prendra toutes décisions d'action pour le retrait définitif des dossiers scolaires.

Communiqué contre l'expulsion d'Hildegarde Haag

On se souvient (cf QdP du 31 décembre) que Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur avait notifié une mesure de «refus de séjour» contre Hildegarde Haag, prenant effet le 7 janvier. Les groupes femmes de Montpellier s'élèvent contre cette décision :

«Le Mouvement des Groupes Femmes de Montpellier proteste avec véhémence contre l'expulsion d'Hildegarde Haag.

«Professeur de français en RFA, et passant depuis 10 ans ses vacances, avec ses enfants, près de Montpellier, elle se voit interdite de séjour sous le motif «trouble de l'ordre public.»

«Non ! Hildegarde Haag n'a pas commis de crime ! Non ! Elle ne trouble pas l'ordre public !... Mais elle est la femme de... Siegfried Haag, un des avocats de Baader, actuellement en prison en RFA.

«Nous dénonçons la véritable chasse aux sorcières dont elle est l'objet !

«Nous ne pouvons qu'être solidaires de ses paroles : «Le fait que je sois la femme de Siegfried Haag interdit-il que je puisse séjourner normalement en France comme tout citoyen allemand ?»

Achetez
Le
Quotidien
du Peuple
tous
les jours
dans
le même
kiosque

Avec ou sans Marchais

MITTERRAND IRA VOIR GISCARD SI LA GAUCHE EST MAJORITAIRE

«L'Union de la Gauche demeure la seule hypothèse» affirmait en fin de semaine la Lettre de l'Unité, tract quotidien émanant de la direction du Parti socialiste. «Nous sommes prêts à gouverner avec la Gauche entière» dit Mitterrand dans son interview à L'Express. «La campagne électorale doit être conduite pour appliquer le Programme commun avec un gouvernement d'Union de la Gauche. Dans le cadre de ses engagements, le PS affirme sa volonté de gouverner» déclare la motion adoptée par le comité directeur du PS vendredi soir. On ne peut pas reprocher au PS de taire son intention de gouverner pour un temps avec Marchais. Mais que ferait-il si Marchais n'acceptait pas (hypothèse peu probable) de signer un accord entre les deux tours ? A cette question, posée lors de la conférence de presse de samedi, Mitterrand répond qu'il proposera à son partenaire PCF de se mettre d'accord sur les propositions pour la réactualisation du Programme commun contenues dans le petit livre que vient d'éditer le PS. D'autre part, il proposerait au PCF «un plan d'urgence de trois mois concernant les pre-



mières mesures à prendre». Toutefois, a-t-il affirmé en parlant d'un accord entre les deux tours : «Le bon sens et l'intérêt général l'emporteront sur les intérêts partisans (...) bien des choses peuvent encore se passer. L'essentiel est de tenir.» Par ailleurs, Mitterrand envisage, en toute hypothèse, d'aller voir Giscard si la gauche est majoritaire. «La loi de la sagesse», selon le responsable socia-

liste, exige que le chef de l'Etat choisisse un premier ministre de Gauche. A ce moment-là, il restera à Marchais à se situer par rapport à la menace de la formation d'un gouvernement sans le PCF. En effet Mitterrand, qui a déjà à plusieurs reprises affirmé qu'il n'était pas maître du choix du PCF, a dit aussi non moins clairement qu'en ce qui concerne le PS, après avoir fait tous les efforts pour ramener

son partenaire à de meilleurs sentiments, si ce dernier ne voulait rien entendre il assumerait ses responsabilités... Le PCF continue, pour sa part, à répéter sur tous les tons qu'il veut gouverner, mais que la condition du changement n'est plus de 21 % au premier tour... Ce week-end n'aura rien apporté d'autre du côté de la gauche qu'une réaffirmation des positions de chacun.

Les grandes découvertes

Parlant à Toulouse, Marchais a cité la préface à la nouvelle édition de «*Démocratie française*», le livre de Giscard. Il a relevé le passage dans lequel le président de la République exprimait, après la rupture de l'Union de la gauche, son espoir de pouvoir un jour constituer une coalition avec le parti socialiste. Voici un an, alors que la querelle faisait rage entre Giscard et Chirac, le PCF niait mordicus qu'elle ait une quelconque portée. C'était pourtant la question de l'attitude à adopter à l'égard du parti socialiste qui était à l'origine de leurs empoignades, quant au fond. Aujourd'hui, Marchais daigne enfin s'apercevoir de ce qui le dérangeait si fort à l'époque : les besoins de la cause ont changé.

Les Versaillais

«Il y avait jadis le boulanger, la boulangère et le petit mitron. Il y a aujourd'hui le boulanger, la boulangère et le petit Barre». Le premier ministre, parlant à Lyon, a estimé que son nom va ainsi «*entrer dans l'histoire*». Rafraichissons sa mémoire historique : c'est au bout d'une pique que le peuple de Paris, en juillet 1789, menaçait de ramener la tête de ces trois personnages, qui n'étaient autres que l'apparence qu'avait prise la famille royale... Le premier ministre aurait-il une subite vocation de Louis XVI ?

Mort de François Billoux

François Billoux, dirigeant du PCF, est mort. S'étant fait connaître à l'origine comme dirigeant des JC, Billoux était resté à la direction du PCF, malgré sa participation au «*groupe des jeunes*», avec notamment Barbé et Célor, groupe combattu par Thorez au début des années 30. Auteur du livre «*Quand nous étions ministres*» sur la participation du PCF au gouvernement après la Libération, Billoux avait été écarté du bureau politique à l'occasion du 20^e Congrès, en 1972.

Pas avant mars...

Invité à participer, le 25 janvier, à un déjeuner offert par Giscard aux maires du Morvan, Mitterrand a décliné cette offre : «*Il est difficile de déjeuner avec les maires dont les deux tiers — les élus de gauche — seront peu après rejetés, car ils ne défendent pas le «bon choix» du président de la République*», a précisé le premier secrétaire du PS. Il y a quelque temps, il avait fait savoir qu'il pourrait trouver utile de rencontrer Giscard, mais seulement après les élections...

Policiers mordus...

Ivry a connu quelques heures mouvementées : pour une malencontreuse dispute d'un jeune homme de 26 ans avec sa logeuse, dispute qui a tourné aux coups, un premier car de police de cinq agents s'est trouvé au dessous de la besogne exigée de lui, et en a fait appeler un second. Dans sa précipitation à «*voler au secours du faible*», celui-ci s'est fait percuter dans un carrefour par un véhicule, qui s'est retourné : premier bilan, cinq blessés. Cependant, la lutte avec le locataire récalcitrant, «*individu à moitié dément*», selon la police, se poursuivait ; deux policiers ont été mordus, tous ont écopé des blessures légères. Interrogé, l'un des policiers a déclaré : «*Il vaut mieux être blessé comme ça que par des criminels*».

Au Club de la Presse

FABRE PREPARE SA RECONVERSION

Robert Fabre était dimanche soir l'invité du club de la presse. Il a réaffirmé la volonté du mouvement des radicaux de gauche de participer à un gouvernement de gauche, et cela quelle que soit l'attitude du PCF. Fabre s'est refusé à spéculer sur ce qu'il appelle des «*hypothèses d'école*» concernant les différentes possibilités au lendemain du deuxième tour. Mais il s'est dérobé devant la question sur tout engagement précis de ne pas gouverner avec Giscard. Il

a en effet admis la perspective d'un «*remodelage*» de la «*majorité*». Il a veillé à se réserver une porte de sortie, sous-entendant qu'il serait peut-être possible d'appliquer une politique «*de gauche*» malgré tout : «*Nous disons que si demain, le gouvernement de la République, tient compte de la volonté du pays de changer, correspondant à ce que nous ressentons, à ce que nous aurons présenté au pays, s'il y a au gouvernement, des partenaires de l'Union de la gauche, bien entendu, au*

premier chef, qui acceptent de faire avec nous ce bout de chemin de 5 ans... si nous pouvons exercer une part de responsabilité, de pouvoir, pour faire entrer en œuvre les réformes que nous proposons, hé bien, nous ne refuserons pas, c'est tout !». Et Robert Fabre d'ajouter pour se justifier et préparer le terrain par avance, qu'il pouvait se trouver des gens de droite pour s'«*apercevoir de leurs erreurs*» et «*apporter leur appui*» à la gauche. «*Pour faire des majorités, il faut bien des*

gens qui changent d'opinion», a-t-il ajouté, patelin. Sur sa rencontre avec Carter, également, Fabre s'est efforcé de minimiser, déclarant qu'il n'avait «*jamais honte de rencontrer qui que ce soit*», et rappelant que pour ce qui est des ingérences, le communiqué US sur la question italienne en constituait certainement une, mais non cette visite, restée personnelle. Fabre est comme son parti : tout en nuances...

Qui a dit quoi ?

Un communiqué émanant de la «*section Jean Moulin*», composée de policiers parisiens du parti socialiste, avait été publié. Il proposait entre autres mesures la dissolution des RG et des CRS. Après quoi l'AFP publiait un autre communiqué, de la fédération de Paris du PS, indiquant que ce document n'avait rien à voir «*ni avec elle-même, ni avec le parti socialiste, ni avec la section Jean Moulin*». Après quoi la section Jean Moulin démentait avoir été désavouée. Après quoi la fédération de Paris faisait savoir que le document en question n'était «*qu'un document de proposition d'une section socialiste pour ce qui la concerne*». Ce qui revenait à reconnaître que le texte venait bien de la section Jean Moulin.

Pirouette

Interrogé sur le revirement du parti socialiste concernant le SMIC à 2 400 F, auquel il s'était montré particulièrement hostile jusqu'au récent revirement de Mitterrand, Rocard s'en est tiré comme il a pu. Il a expliqué le changement de position du PS par la nécessité de regagner la confiance entamée des électeurs de gauche, ce qui est un aveu bien précieux. Il a estimé de plus que, une fois cette nouvelle position acquise, son rôle consistait à voir comment elle pourrait entrer dans la vie. A cette occasion, il a une fois de plus manifesté une grande sollicitude pour la trésorerie des entreprises que, paraît-il, cette mesure viendrait mettre en difficulté.

Pour la bataille politique de 78

**ABONNEZ VOUS
AU QUOTIDIEN DU PEUPLE**

6 mois..... 180 F

Nom
Prénom.....
Adresse

Laving-Glaces (Nantes)

De notre correspondant de Nantes

● Les Laving Glaces avaient décidé d'organiser un «gala de la victoire» avec la participation de Gilles Servat, pour célébrer l'aboutissement de leur lutte dans leur entreprise de nettoyage sous-traitante de la SNCF.

La veille, jeudi 12 janvier, à 23 heures, Yves Jallé, 31 ans, un des fondateurs de la section syndicale CFDT de Laving Glaces, toute récente, mourait dans un accident de voiture. Le gala sera alors placé sous le signe de l'hommage rendu à Yves Jallé.

Prenaient place à la tribune quatre représentants de Laving Glaces, deux du comité de soutien, un militant CFDT cheminot

ainsi qu'un paysan. C'est Nadine, de Laving Glaces, qui ouvrait le gala, déclarant très émue : «C'est la tête haute que nous avons repris le travail, mais notre joie a été coupée dans son élan. En effet, Yves Jallé est mort : lui qui a mené la lutte jusqu'à la victoire a disparu brutalement, hier soir. Ce gala de victoire devient le gala d'hommage à un camarade militant CFDT qui, au mépris de sa santé fragile, a sacrifié sa vie de famille à lutter contre les injustices de chaque jour. Yves Jallé est mort hier soir et le plus grand hommage que nous pouvons lui rendre c'est de poursuivre la voie qu'il avait tracée dans la lutte. Il doit rester présent dans nos mémoires comme un exemple pour tous.»



Yves Jallé (au centre de notre photo) était l'un des fondateurs de la section CFDT. Ici, pendant la grève, il participait à une distribution de produits alimentaires.

GALA DE VICTOIRE ET HOMMAGE AU CAMARADE YVES JALLÉ, DÉLÉGUÉ SYNDICAL CFDT

Après une minute de silence observée par toute la salle (trois cents personnes environ), le délégué CFDT de Laving Glaces, Hashmi, prend la parole pour expliquer la grève : «Pour bien comprendre la grève, il faut connaître les conditions de travail lamentables dues à la sous-traitance. En fait c'est la SNCF la principale responsable, puisqu'en recherchant le meilleur marché elle impose aux ouvriers une augmentation des cadences et de la charge de travail. Face à ces conditions on a senti la nécessité de s'organiser et on a créé une section syndicale CFDT à laquelle 80 % des ouvriers ont adhéré». Ensuite Hashmi explique l'historique de la grève, et expose les moyens qui ont permis à la lutte d'être victorieuse : «Nous avons mis en place des structures de lutte pour faire aboutir la grève jusqu'à totale satisfaction. Qu'est-ce qui nous a permis de gagner ? Tout d'abord un rapport de force toujours plus grand en notre faveur tout au long de la lutte, une section syndicale toujours mobilisée, une solidarité qui s'est développée dès les premiers jours de grève avec l'aide déterminante du syndicat CFDT Cheminots, la création d'un comité de soutien au service total de la lutte et aussi la création d'un comité de grève qui a fonctionné à partir de la troisième semaine et dont on mesure la réussite... Cinquante mille nouveaux francs ont pu être collectés en six semaines. Il y a eu des obstacles à la lutte : outre le patronat rétrograde, il y a eu la CGT-dockers qui a envoyé un commando contre les piquets de grève, le PC qui a colporté des ragots ordures, et qui a «collé» systématiquement ses affiches pour le «programme commun» sur celles de Laving Glaces, et la SNCF qui colla-

borait tacitement avec Laving Glaces. Mais grâce à la solidarité qu'ils ont trouvée, les grévistes ont su surmonter ces obstacles. Nous sommes tous conscients malgré tout que la grève n'est qu'une étape dans la lutte, et que la bagarre commence, tout juste. Il faut être vigilants pour l'avenir.»

Le soutien des cheminots

Ensuite un militant CFDT-Cheminot prend la parole : «Malgré le deuil que nous ressentons tous aussi cruellement aujourd'hui, nous saluons la grande victoire de Laving Glaces. Contre la direction SNCF qui a toujours entretenu la division entre cheminots et gars du nettoyage, nous nous sentons solidaires des travailleurs des chantiers ferroviaires. Ainsi quand il y a un an, les travailleurs de Laving Glaces nous ont demandé de les aider à créer une section syndicale, c'est avec enthousiasme que nous leur avons apporté cette aide. Notre travail a consisté surtout à populariser la lutte parmi les cheminots tout au long du conflit et nous avons essayé de briser la collusion SNCF Laving Glaces au niveau régional. Nous avons soutenu cette action d'abord parce que c'était une question de classe, et ensuite pour que finissent ces conditions de travail proches de l'esclavage, que finisse l'arbitraire patronal, et que soit reconnu le droit syndical. Nous étions tous conscients que les Laving Glaces n'auraient pu vaincre seuls et c'est pour ça que nous avons participé au comité de soutien. Nous avons rencontré il faut le dire quelques problèmes avec les cheminots CGT qui au cours de

leur intervention du 1^{er} décembre ont attaqué vivement les grévistes. Une partie de la base CGT n'a pas suivi les directives de leur syndicat et ont soutenu l'action des copains de Laving Glaces, malgré tout. Nous souhaitons que d'autres victoires soient remportées sur les mêmes bases d'unité des travailleurs...»

Paysans : «Le sens de notre soutien»

C'est au tour des paysans d'exposer leur soutien : «Les paysans ont soutenu les travailleurs de Laving Glaces. Depuis plusieurs années déjà, les paysans manifestent leur solidarité à chaque fois que les travailleurs sont en grève. Ce n'est pas un hasard. Entre travailleurs nous savons ce qu'il en coûte de vivre, dans cette société. Nous sommes comme tous les travailleurs victimes de cette société de profit et nous faisons un choix en ce qui concerne nos alliances. Les produits que nous avons portés aux grévistes, nous les avons vendus au prix coûtant. Quand, comme à Laving Glaces les travailleurs se battent pour qu'on leur reconnaisse leur dignité d'hommes et de femmes, qu'ils luttent pour améliorer leurs conditions de travail, nous n'arrivons pas avec nos produits comme des épiciers pour faire la charité. Ce n'est pas avec la charité que les problèmes évoluent. Il faut que tous nous prenions conscience que chacun doit pouvoir vivre dignement de son travail. La charité et l'assistance nous savons bien nous, paysans ce que cela veut dire. Le pouvoir en 76, a fait croire lors de l'impôt sécheresse que les ouvriers payaient pour les paysans alors que l'Etat aurait dû

prendre en charge cette calamité naturelle. Cet impôt n'a eu d'autre but que la division du monde des travailleurs. En tant que paysans on a bénéficié de la solidarité populaire. C'est elle qui a fait sortir de prison les paysans et paysannes qui y avaient été jetés lors d'une lutte contre le nucléaire. C'est un rapport de force indispensable pour faire reculer le pouvoir. Notre soutien aux travailleurs en lutte n'est qu'un juste retour des choses pour contrebalancer le mythe de la division paysans et travailleurs. Vous avez pris en charge, vous-mêmes, travailleurs de Laving Glaces, la répartition des denrées en fonction des besoins de chacun et ça nous paraît très important. Notre intervention, quoique limitée au point de vue financier, peut être déterminante. Les patrons savent bien qu'une grève sans soutien est vite étouffée.»

Le comité de soutien

C'est alors la prise de parole du comité de soutien. «Nous nous réjouissons de cette victoire avec la gravité qui s'impose. «Vaincre» a été la devise des grévistes. Se résigner c'était renforcer l'exploitation féroce dont ils étaient déjà les victimes. Nous devons saluer ici le courage et la détermination avec lesquels les travailleurs de Laving Glaces se sont battus. Autour d'eux les travailleurs ont senti la nécessité de rassembler le plus grand nombre de personnes pour les soutenir et populariser leur lutte. L'adhésion de chacun au comité de soutien a été individuelle sur la base du soutien total et sans restriction à la lutte des Laving Glaces pour la satisfaction de leurs revendications. Nous nous sommes mis à

la disposition des grévistes. Cette lutte était la leur et c'était eux qui la dirigeaient. Ce soir nous devons parler de l'article de syndicalisme-hebdo montrant le comité de soutien comme un obstacle à la lutte : «Les travailleurs ont dû remettre à sa place le comité de soutien dont certains des membres par ailleurs militants d'extrême-gauche, rêvaient de se substituer à l'organisation syndicale pour la conduite de la lutte». Pour nous seuls les grévistes sont aptes à dire si nous avons été ou non un obstacle à leur combat. Les faits la réalité c'est l'organisation de ce gala, les deux séries d'afiches tirées, dont l'une «nettoyage-esclavage» à 1 000 exemplaires et l'autre «Victoire» à 70 exemplaires. Le comité de soutien se réunissait deux fois par semaine en présence des grévistes et se répartissait les tâches. C'est comme ça qu'on a organisé le réveillon du 30 décembre où tout le monde a dansé dans la joie car tout le monde était présent ; alors Yves, sa femme et leurs enfants, étaient là».

Après ces interventions, un camarade de la tribune prend la parole pour annoncer qu'un hommage à Yves Jallé, Radix Libre 44 allait émettre l'émission déjà diffusée dans l'après-midi. Dans cette émission on entendait la voix du camarade décédé qui expliquait les conditions déplorables de travail des ouvriers et ouvrières de Laving Glaces. Gilles Servat clôturait cette soirée avec les meilleures chansons de son répertoire. Et c'est sur l'Internationale chantée en chœur, le poing levé que tout le monde se séparait. A la fin du gala, une collecte a été organisée pour la veuve et les enfants de Yves. Les travailleurs de Laving Glaces l'ont prouvé ! même à deux mois des élections, c'est possible de gagner.

EDF - GDF

● LA DIRECTION CONFIRME SON INTRANSIGEANCE

● LA FEDERATION CGT SE TAIT

● Début janvier, on sait que la fédération CGT du Gaz et de l'Electricité, confirmait son opposition à la poursuite du mouvement de grève commencé en décembre à l'EDF. C'était après avoir reçu une lettre de la direction de l'entreprise, jugée comme contenant des éléments «positifs» mais qui en fait ne proposait que des négociations bidons. En fin de semaine dernière, nous faisons état d'une lettre envoyée par la fédération CFDT EDF à la direction de l'EDF dans laquelle elle lui demandait des précisions quant au contenu de la «rencontre» prévue après le 18 janvier, et ceci afin de clarifier

définitivement les choses.

Nous publions ci-dessous la présentation que fait la fédération CFDT de la lettre qu'elle a envoyée ainsi que la réponse faite par l'EDF, qui confirme on ne peut mieux, qu'il ne ressortira de cette réunion, rien de plus que ce qui était contenu dans l'accord signé par les organisations FO, CFDT et autonomes. La fédération Cégétiste, continue cependant, en connaissance de cause à préparer fébrilement son référendum de fin janvier qui a comme première conséquence, d'enrayer toute lutte jusque là.

Lettre de la direction

«Monsieur le Secrétaire Général,

Vous nous avez posé trois questions par lettre du 5 janvier.

1. En ce qui concerne la date de notre rencontre, nous nous sommes expliqués ce matin sur les raisons pour lesquelles la réunion qui vous a été proposée ne pouvait avoir lieu avant la deuxième quinzaine de janvier, et une date a été retenue d'un commun accord pour le 25 de ce mois.

2. Il nous paraît tout à fait inopportun d'entamer la masse des crédits mobilisables pour une modification de la grille, en versant un acompte dans l'attente du résultat des négociations.

3. Il est parfaitement clair que les propositions que nous vous ferons s'inscriront dans le cadre de la politique salariale que concrétise la convention signée avec certaines Fédérations de nos Etablissements.

Sous cette réserve, nous n'envisageons aucun préalable qui soit de nature à compromettre l'issue de cette négociation».

La position de la fédération CFDT

«Le 4 janvier, les Directeurs Généraux d'EDF-GDF annonçaient aux Fédérations Syndicales leur intention d'engager, dans la deuxième quinzaine de janvier, une discussion sur

la grille des rémunérations.

La Fédération CGT se servait de cette lettre pour stopper le mouvement revendicatif en cours à EGF.

Nous avons aussitôt po-

sé trois questions aux Directeurs Généraux :

«1. Pourquoi attendre la deuxième quinzaine de janvier pour engager la négociation alors que vous connaissez notre revendication depuis plusieurs mois et que depuis le début du conflit (1^{er} décembre 1977) vous avez disposé du temps nécessaire à l'examen des solutions possibles ?

2. Pourquoi ne pas décider immédiatement le versement, à tous les agents dont le coefficient est inférieur à 900, des 200 F mensuels revendiqués par notre fédération (et aussi la Fédération CGT) dans l'attente des conclusions de la négociation ?

3. La discussion annoncée se déroulera-t-elle en dehors de tout préalable et pourra-t-elle aboutir à des mesures allant au delà du carcan fixé par la convention signée seulement par trois Fédérations et rejetée par la grande majorité du personnel ?».

En réponse, nous venons de recevoir la lettre que vous trouverez ci-jointe qui confirme ce que nous redoutions : le Gouvernement et les Directions veulent s'en tenir à la Convention d'austérité rejetée par la grande majorité du personnel.

Dans ces conditions, notre Fédération invite le personnel à dénoncer cette intransigeance et à renouveler son appui à la revendication qui a motivé le conflit de décembre 1977.

Elle a édité pour cela une petite carte (voir modèle ci-joint) que les Gaziers et Electriciens adresseront par milliers d'exemplaires aux Directeurs Généraux.

Cette initiative de la FGE-CFDT vise également à créer les conditions le moment venu, d'une reprise de l'unité d'action rompue depuis le 4 janvier contre notre grève».

Usine Stein

500 OUVRIERS EN GREVE POUR 2 400 F MENSUEL

Douzième jour de grève, lundi matin, pour les quelque 500 travailleurs, OS et OP, de l'usine Steins, à Lys-lez-Lannoy près de Roubaix, qui fabrique des chaudières pour les centrales nucléaires et thermiques. C'est mardi 10 janvier que le mouvement est parti. Le vendredi 6, des travailleurs avaient contac-

té les organisations syndicales pour que le mouvement soit déclenché rapidement. Le mardi 10 se tenait une assemblée générale où 80 % des travailleurs présents, votèrent l'occupation des locaux de travail. Ils exigent un salaire de 2 400 F par mois minimum, le treizième mois ainsi qu'un horaire

hebdomadaire de travail de 40 heures.

Quelques temps avant que ne débute la grève, une réunion avait eu lieu entre les organisations syndicales CGT et CFDT et la direction qui ne proposa qu'une augmentation de... 1,3 % !

Depuis, la direction de l'usine qui appartient au trust Alstom CGE, refuse toute négociation. Elle n'apparaît pas, si ce n'est par l'intermédiaire d'un huissier dont elle a demandé les services et qui multiplie les rapports sur l'occupation.

Les travailleurs doivent prochainement passer devant le tribunal des référés. Mais ceci ne paraît pas de nature à arrêter les grévistes de cette usine dans leur lutte.

Il faut dire que les travailleurs refusent de vivre avec leur maigre salaire de 1 800 à 2 000 F pour 44 heures de travail par semaine et un travail dont

l'intensité ne fait qu'augmenter puisque dernièrement, la direction de Lys-lez-Lannoy a pris la décision de supprimer le casse-croûte afin d'éliminer tout temps mort ! Si les travailleurs ont déposé trois revendications essentielles, ils en ont bien d'autres à satisfaire. Notamment sur la question des transports : ils font chaque jour de longs trajets de l'usine jusque chez eux, ce qui allonge considérablement leur journée de travail. Mais la direction refuse de mettre sur pied un service de car supplémentaire qui permettrait des détours moins importants. Les travailleurs réclament en outre la suppression des contrôles médicaux faits par l'officine Sécurité, dont la direction a demandé les services pour réduire les arrêts maladies. La lutte se poursuit pour la satisfaction totale des revendications.

Élections professionnelles à Renault Billancourt : la CGT perd 5 %

C'est sous le titre laconique, et sans commentaire, «Élections à Renault Billancourt» que *L'Humanité* rend compte en bref des élections de délégués du personnel qui se sont déroulées chez Renault jeudi.

L'organe central du PCF nous avait pourtant habitué à être plus explicite quand il s'agissait de rendre compte de la progression de ce même syndicat CGT de Renault.

Il faut dire que les résultats des élections chez Renault voient un recul important du syndicat CGT. Sur 13 656 votants (5 598 abstentions), le syndicat CGT obtient 9 188 voix, (67,24 %), soit une baisse de 5 % par rapport à 77 (9 896 votants et 72,14 %) donc 700 voix de moins ! La CFDT, elle, progresse de quelque 2 %. La direction révisionniste récolte ainsi ce qu'elle a semé. Il est clair que les travailleurs qui ont refusé de reconduire leur confiance à la direction du syndicat CGT, ont voulu par là désavouer le travail de sape, de morcellement et d'isolement des luttes au sein même de l'usine, auquel a travaillé le PCF dans ce syndicat. On sait que la dernière lutte fut celle des caristes du département 38, qui durent reprendre le travail sans aucune assurance quant au non-démantèlement de leur service, car complètement isolés du reste de l'usine, où aucun mouvement, même de soutien, au départ, ne fut organisé.

Les chiffres du département 38 sont d'ailleurs clairs à ce sujet puisque la direction CGT perd de 2 à 3 % de voix suivant les bureaux de vote.

ANPE de Stains (Seine St Denis) : grève pour les effectifs

Une grève se déroule actuellement à Stains, en Seine St Denis à l'agence locale pour l'emploi. L'agence vient d'être ouverte et les employés ne sont que six pour effectuer tout le travail, dans ce département particulièrement touché par le chômage.

Les grévistes réclament des effectifs suffisants et signalent que huit employés au minimum sont nécessaires pour effectuer le travail dans des conditions à peu près correctes.

France-Soir Figaro : après la rencontre CGT - direction

Après deux jours de grève, les travailleurs de *France Soir* et du *Figaro* ont repris, on le sait, le travail vendredi soir, à l'appel du syndicat CGT convié samedi en fin de matinée, par Hersant à une réunion de «négociations». Bizarrement, bien peu de choses ont filtré sur le résultat de cette réunion, si ce n'est un court communiqué lu après ladite entrevue. Bien que pour le moins imprécis on peut, à sa lecture, se poser quelques questions : les représentants du comité intersyndical du Livre parisien CGT et les délégués syndicaux de *France Soir* et du *Figaro* considèrent dans ce communiqué «que les engagements pris par Robert Hersant concernant le maintien d'un nombre acceptable (?) d'emplois dans le cadre de la modernisation des deux entreprises, sont de nature à permettre l'ouverture d'une étude de solutions conformes à l'intérêt des travailleurs concernés.» Si l'on a bien compris, les dirigeants du Livre CGT, reprenant l'argument déjà entendu lors de la grève du *Parisien Libéré*, de la «modernisation», accepteraient encore un certain nombre de licenciements ?

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



LA BATAILLE POLITIQUE DE 78

Conférence Nationale du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste léniniste

● L'issue incertaine des prochaines élections, les diverses solutions bourgeoises, plus ou moins instables, qu'elles laissent en suspens, marquent l'aggravation de la crise politique dans notre pays.

Si les échéances de 1978 font peser, de ce fait, des dangers pour le mouvement de masse, elles ouvrent en même temps une période où, selon toute vraisemblance, les affrontements politiques prendront un caractère de classe beaucoup plus affirmé.

La Conférence Nationale du PCR m-l qui vient de se tenir avait une tâche d'importance : analyser avec précision la situation politique aujourd'hui et les développements qu'elle implique après mars ; fixer avec la plus grande netteté l'orientation, les propositions et les moyens à mettre en œuvre, non seulement dans l'immédiat pour mener la campagne électorale, mais avant tout et dès maintenant pour tracer concrètement l'alternative révolutionnaire, jeter les bases de développement d'une force autonome dans le mouvement de masse, capable de s'opposer à la bourgeoisie de droite, de contrecarrer les manœuvres et les menaces des partis de la bourgeoisie de gauche, capable de concrétiser la volonté d'avancer vers le socialisme.

Nous rendons compte ici des principaux résultats auxquels ont abouti les travaux de cette Conférence Nationale.

Les élections de 78 ont un enjeu politique important puisque dans la situation de crise politique que connaît notre pays depuis plusieurs années les interrogations que suscite la stratégie des partis de gauche se trouvent considérablement aigüées. Cela exige que les communistes s'engagent dans cette bataille pour clarifier les perspectives d'approfondissement de la crise de la bourgeoisie. C'est pourquoi notre parti a décidé d'intervenir dans la campagne électorale en présentant des candidats. Du même coup se trouve posée, parmi d'autres, la question du deuxième tour. Faut-il appeler à voter pour les partis de la gauche ou s'abstenir ? Il s'agit là d'un choix auquel nous sommes confrontés, sachant qu'il ne saurait être question de voter pour la droite et que dans les quelques cas où des candidats représentatifs du mouvement des masses pourraient se maintenir au deuxième tour, ils disposeraient de notre soutien.

À la suite d'une consultation de l'ensemble des organisations du Parti, qui se sont prononcées à la quasi-unanimité pour l'abstention révolutionnaire, la Conférence Nationale a approfondi l'examen de cette question.

Le riche débat qui s'est entamé sur notre tactique dans la consultation électorale de mars 78 a confirmé la justesse de la démarche qu'a adoptée notre parti sur cette question. A l'encontre de ceux qui pensent que cette tactique nous serait dictée par une position de principe fixée *a priori* telle que par exemple le vote automatique au second tour pour l'Union de la gauche nous avons dit depuis toujours qu'il n'y a qu'un principe : le pouvoir ne se conquiert pas par les élections. Pour le reste la tactique électorale est affaire d'analyse concrète, d'examen de l'état de développement des contradictions de classe et notamment des contradictions entre le mouvement de masses et les forces réactionnaires.

La Conférence Nationale a souligné qu'appeler à voter pour des partis réformistes ou révisionnistes pourrait se révéler nécessaire dans une situation d'un passage imminent de la crise politique à une crise révolutionnaire. Car dans ces conditions, l'état de développement du mouvement des masses rendrait possible la transformation d'une défaite électorale de la droite au pouvoir en offensive générale contre la bourgeoisie, y compris celle qui se présente sous les masques divers de la gauche. Fixer notre position au 2^e tour suppose donc d'évaluer avec le maximum de précision les dangers auxquels les masses ont à faire face dans la période et l'état de développement des contradictions.

Faire face aux dangers de 78

Il n'est évidemment pas possible de déterminer qui l'emportera aux élections, de la gauche ou de la droite. Mais que nous réserve dans chaque cas la période d'après les élections ?

La voie à suivre en cas de victoire de la droite apparaît clairement à la plupart des travailleurs : la

riposte à la politique d'austérité pratiquée par le pouvoir depuis des années, devra prendre un essor que l'attentisme électoral imposé par les partis de gauche ne contiendra plus.

Moins claire est la situation qui résulterait d'une victoire de la gauche. La politique du PCF, fondée sur son projet d'instauration d'un capitalisme d'Etat, ferait courir de graves dangers à la classe ouvrière et à notre peuple. Car à la suite d'une victoire électorale de l'Union de la gauche qui verrait l'arrivée du PCF au gouvernement, de façon minoritaire, ce parti s'emploierait à débordier le parti socialiste en lançant de vibrants appels aux masses : «Aides-nous». Le PCF tenterait ainsi de faire du mouvement des masses en le dénaturant, en le divisant, une force de manœuvre au service de ses visées de conquête du pouvoir par lui seul. Au pouvoir de Giscard-Ceyrac le PCF rêve en effet de substituer celui d'une bourgeoisie recomposée autour de lui. Mais d'un tel «changement», les travailleurs n'ont rien à attendre de bon. De plus, cette politique risque d'entraîner une riposte violente des forces les plus réactionnaires qui se groupent autour de Chirac, riposte qui s'abattrait alors sur l'ensemble des masses.

Aussi, serait-il dangereux de ne voir, pour la période qui suivra les élections de mars 78, que le danger d'une alliance social-démocrate type Giscard-Mitterrand qui, si elle est dans la nature même du parti charnière qu'est le PS, n'est pas la plus probable juste après les élections.

Le danger que représente le projet du PCF et les contre-coups de la droite fascisante revigorée sous la houlette de Chirac, s'avère plus pressant encore.

C'est pourquoi, face à ces dangers de 78, il est plus que jamais nécessaire de rassembler un large front de lutte capable de mettre en échec ces dangers. Commencer à rassembler les forces, aujourd'hui dispersées, isolées, qui veulent s'opposer à la tutelle des révisionnistes et des réformistes sur le mouvement de masse, voilà une tâche décisive aujourd'hui. Ces forces existent, elles se sont manifestées à plusieurs reprises dans les luttes pour affirmer l'autonomie de leur mouvement face à cette tutelle du PCF et du PS. C'est le rassemblement cohérent dans un front, de ces forces dispersées, qui permettra d'empêcher la mainmise du PCF sur le mouvement de masse, et fera échouer ses efforts pour le dévoyer au service de son projet aventureux. Ce front il faut commencer à le construire, et la Conférence Nationale a souligné l'importance de prendre appui sur la campagne électorale pour assurer une première phase de développement de ce front en présentant massivement des candidats de front.

Résultant de l'analyse concrète d'une situation concrète, la position de notre Parti quant au deuxième tour ne pouvait se déterminer qu'en fonction de l'analyse précise de deux points : d'une part, l'état d'organisation du mouvement révolutionnaire autonome des masses par rapport au révisionnisme, et d'autre part l'état d'union, ou de désunion, de la gauche.

Dans un cas, il s'agissait de savoir si l'organisation autonome des masses est suffisamment développée pour faire face au révisionnisme, et dans l'autre d'apprécier les risques d'accession du PCF au gouvernement en mars 78.

Compte-tenu du danger qu'il représente, la tactique des révolutionnaires ne peut évidemment pas être la même selon qu'on envisage le PCF participant au gouvernement, ou au contraire relégué dans l'opposition, avec un gouvernement de droite ou du centre faible et en butte au mouvement de masse.

Où en est l'Union de la gauche ?

La Conférence Nationale a analysé en premier lieu ce qu'il en était aujourd'hui de l'Union de la gauche, au regard notamment des prises de position du PCF dans la dernière période.

Elle a constaté tout d'abord que PS et PCF, malgré des divergences fondamentales qui sont aujourd'hui mises à nu, ont tous les deux intérêt au moins à court terme à ce que l'Union de la gauche existe encore : — Pour ne pas se discréditer trop vite aux yeux des

masses, pour pouvoir bénéficier du consensus social indispensable à la mise en œuvre de sa politique d'austérité, pour éviter d'être pris immédiatement pour cible par un PCF restant dans l'opposition, le parti social-démocrate a intérêt à garder la fiction de «parti de gauche» que lui confère son alliance avec le PCF.

— Pour ne pas reporter à des échéances éloignées et incertaines son arrivée au gouvernement, pour parvenir, comme il le souhaite, dès 78 au gouvernement, et ainsi pouvoir accaparer certaines places dans l'appareil d'Etat, pour acquérir une légitimité électorale indispensable à la mise en œuvre de son projet, le PCF a intérêt à un accord avec le PS, un tel accord créant les conditions d'une éventuelle victoire de la gauche en mars.

Au vu des résultats de la récente Conférence nationale du parti révisionniste, la Conférence nationale du PCRml a estimé que la volonté du PCF de parvenir au gouvernement restait intacte. Certes, il maintient sa querelle avec le PS, et développe un lourd chantage en direction des électeurs pressés de prendre parti pour le PCF «pour que ça change». Mais en maintenant ce chantage, le PCF a laissé entièrement ouvertes toutes les possibilités d'un accord à l'issue du premier tour.

En fixant comme objectif à son parti un score électoral situé entre 21 et 25 % des voix, Marchais ne prend guère de risques : les scores électoraux du PCF ces dernières années, de même que l'ensemble des sondages aujourd'hui montrent que le PCF a de très grandes chances d'obtenir au moins 21 % des voix.

Touté la stratégie du PCF depuis des années est orientée vers cette accession au gouvernement, grâce à l'Union de la gauche. De nombreuses conditions sont aujourd'hui réunies pour favoriser l'accession du PCF au gouvernement, conditions qui, du fait de l'évolution des rapports de forces et de la formation d'alliances socialo-centristes dans le cas d'une victoire de la droite, n'existeraient plus par la suite. Le PCF est prêt pour 78, et n'a aucun intérêt à attendre davantage pour avancer dans son projet : il n'est pas garanti au contraire de se trouver en meilleure position dans un proche avenir.

Une discussion approfondie a permis à la Conférence nationale de notre parti de constater qu'en toute hypothèse la porte restait largement ouverte à un accord entre les partis de gauche et donc, à l'accession du PCF au gouvernement dans l'éventualité d'une victoire de la gauche à l'issue du second tour.

Le mouvement de masse et le PCF

La volonté du PCF de parvenir à un accord bon pour lui, c'est-à-dire lui donnant un maximum de garanties, l'a amené à engager depuis septembre une vaste campagne de propagande destinée à rallier des franges significatives des masses pour les utiliser dans sa lutte contre le PS. En réservant sa réponse officielle quant à un accord au soir du 12 mars, le PCF s'est donné les moyens de prolonger pendant deux mois encore cette campagne.

La Conférence nationale a étudié avec une particulière attention la question de la situation du mouvement de masse par rapport au PCF.

De ce point de vue, les travaux de la Conférence nationale ont permis de dégager plusieurs éléments.

1^o — Les résultats de la campagne du PCF durant ces trois derniers mois restent limités : si certains éléments des masses ont pu être sensibles à l'argumentation démagogique du «parti des pauvres», beaucoup d'autres ont refusé de se laisser embrigader dans une querelle qui ne les concerne pas. Ce double aspect se retrouve également au sein des luttes peu nombreuses qui ont eu lieu dans la période.

2^o — Pour accroître son emprise sur les masses, le PCF est amené aujourd'hui à montrer un visage de «gauche» utilisant des paroles fermes contre la social-démocratie, en évoquant fréquemment la pauvreté et la situation faite aux travailleurs. Ce gauchissement se traduit également par une accentuation de sa tactique pour récupérer divers mouvements de masse qui jusqu'ici échappaient à son emprise. Le langage sur l'autogestion, ou sur les aspirations à travailler et vivre au pays s'inscrivent directement dans cette optique. La Conférence nationale a constaté que cette offensive pouvait avoir prise dans certains secteurs du mouvement de masse. Elle a également constaté que cette offensive des révisionnistes ne se limitait pas aux mouvements de masse, mais s'adressait également à divers

groupements d'extrême-gauche : c'est ainsi que le PSU se montre aujourd'hui séduit par les thèses du PCF. De même, d'un point de vue de stricte comptabilité électorale, la position des groupes trotskystes appelant par principe à voter pour la gauche au second tour, peut amener certains de leurs électeurs potentiels à suivre les appels du PCF à «voter utile» dès le premier tour.

Les aspirations à l'autonomie de la classe ouvrière et du mouvement de masse se manifestent aujourd'hui, mais elles sont contrecarrées par les efforts des révisionnistes. A ce jour, ces aspirations n'ont pu encore prendre leur essor.

Cette organisation du mouvement révolutionnaire autonome des masses, absolument nécessaire pour contrer les dangers de 78, est aujourd'hui l'enjeu d'une lutte importante dans laquelle les communistes doivent prendre leur place, la Conférence nationale l'a affirmé avec force. C'est aujourd'hui le sens de nos propositions politiques.

En précisant cela, et à l'issue de la discussion sur ce point, il apparaît que toute autre position que l'abstention révolutionnaire au second tour irait dans sens contraire de l'intérêt des travailleurs.

— Voter pour la droite qui symbolise ouvertement le maintien du capitalisme, l'accroissement des restrictions pour les travailleurs, cela est exclu.

— Voter pour la gauche signifie, dans la mesure où l'Union de la gauche n'est pas définitivement rompue, aider le PCF à parvenir au gouvernement et ce, à un moment où l'organisation du mouvement autonome des masses n'en est qu'à ses premiers pas.

À l'unanimité, la Conférence nationale du PCRml a donc décidé l'abstention révolutionnaire au second tour.

La construction du Front aujourd'hui

Les travaux de la Conférence nationale ont ensuite porté sur les problèmes posés par la construction du Front aujourd'hui.

Depuis plusieurs mois, notre parti diffuse largement l'analyse que nous faisons de la situation politique et des dangers qui nous font.

Depuis plusieurs mois, nous soulignons la nécessité de constituer progressivement ce front, arme nécessaire pour forger dans la bataille de l'après 78 l'autonomie du mouvement de masse, face à la tutelle pesante du révisionnisme et du réformisme.

La campagne électorale offre une situation particulièrement propice pour jeter les bases de ce front. Certes, il n'existe pas aujourd'hui de larges mouvements de masse en action se heurtant au capitalisme et qu'il s'agirait de rassembler. Mais le caractère même de cette campagne électorale montre que très nombreux sont les travailleurs qui se posent la question de l'après 78 et de l'autonomie du mouvement de masse, qui saisissent que les propositions de la Gauche sont très éloignées de ce qu'ils veulent, qui s'interrogent sur ce que cache la cassure de la Gauche et les véritables projets de Marchais et de Mitterrand. A cause de cela, cette campagne peut être l'occasion, si elle est menée sur des bases suffisamment claires, sans être restrictives, de commencer à rassembler les premières forces constituantes de ce front.

Bases suffisamment claires, cela veut dire qu'il nous faut nettement indiquer dans le cadre de la campagne l'analyse que nous faisons de la situation politique, les problèmes auxquels sera confronté le mouvement de masse après les élections, c'est-à-dire les dangers de 78 que nous avons déjà décrits, et sur les moyens de nous opposer à ces dangers : sans ces bases claires, il ne pourrait y avoir qu'un rassemblement flou, peu solide, mal unifié et qui éclaterait au lendemain des élections face à des analyses divergentes sur l'attitude que devra adopter le mouvement de masse confronté aux pressions et aux manœuvres du PCF.

Bases non restrictives, cela veut dire que nous entendons mener notre campagne avec tous ceux qui, d'accord sur les bases minimum décrites plus haut, ne partageraient pas, par ailleurs, l'intégralité des positions de notre parti. C'est pourquoi notre démarche a consisté à discuter largement avec des travailleurs, des militants syndicaux, des membres d'organisations de masse..., de ces bases minimum que nous avons décrites dans le préambule des propositions communistes pour une plate-forme de front. Ce travail a commencé à porter ses premiers fruits, comme l'ont rapporté les délégués à la Conférence nationale, et tout prouve aujourd'hui qu'il est possible de faire apparaître dans le cadre de la campagne électorale les premières bases de la construction du front, une force politique nouvelle porteuse des aspirations révolutionnaires de l'après 78.

La Conférence nationale a, à ce propos, largement approuvé l'accord qui a été réalisé avec l'Humanité Rouge dans le cadre de la campagne électorale de 78.

Bien qu'il y ait des différences d'analyse et de point de vue entre notre parti et le parti dont *L'Humanité Rouge* exprime la position, les discussions soutenues qui se sont déroulées ces dernières semaines entre nous ont fait apparaître de nombreux points de convergence sur l'appréciation de la situation politique et des tâches pour la bataille politique de 1978. De la sorte, un accord a pu s'établir, concrétisé notamment par le soutien apporté en commun, pour la campagne électorale de mars prochain, aux candidats de «L'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne», sur la base d'une plate-forme qui sera prochainement rendue publique.

L'intérêt de cette démarche commune est évident. D'une part, elle se fonde sur une base politique précise, et non sur de vagues généralités. Ainsi la critique des positions des partis bourgeois de droite et de gauche, l'examen du projet révisionniste en France, l'appréciation de la crise et de la situation internationale permettent d'établir une réelle convergence, mais aussi la définition des tâches tactiques et stratégiques, la construction du Front entreprise dès aujourd'hui, la perspective révolutionnaire d'établissement de la dictature du prolétariat, du socialisme sont envisagées clairement de façon proche. Bien sûr, la poursuite de la discussion et avant tout le fait d'entreprendre ensemble les tâches concrètes de la période doivent permettre d'approfondir cette première base d'unité.

Mais le fait que la campagne commune menée à l'occasion des élections législatives permettra vraisemblablement, ce qui est très positif, d'avancer plus encore dans l'unification du mouvement marxiste-léniniste, les premiers efforts menés conjointement, au plan national et local, pour organiser le front face aux dangers ouverts par 1978 permettent d'engager favorablement l'alternative révolutionnaire à la politique de manipulation des masses que pratiquent les politiciens réformistes et révisionnistes. Ce premier effort d'unification des forces capables de représenter l'alternative révolutionnaire constitue un bon point de départ pour avancer :

— et dans la campagne électorale, — et ensuite dans le regroupement le plus large de tous ceux qui entendent s'opposer à la bourgeoisie, de droite ou de gauche, et aspirent à réaliser le socialisme.

Développer les comités de Front

Poursuivant leurs travaux, les délégués à la Conférence Nationale se répartissaient en commissions pour examiner plusieurs points importants de la bataille politique de 78.

Traitant des premières expériences, des premières discussions autour des propositions communistes de front, les camarades ont souligné l'intérêt rencontré dans les masses par ces propositions. Bien avant la rupture de la gauche, la méfiance s'était développée contre cette union autour d'un programme soi-disant commun. L'abandon progressif des véritables revendications des masses, leur minorisation, la tactique de sabotage des luttes, l'expérience d'oppression par le PCF lorsqu'il s'empare d'un embryon de pouvoir comme dans les municipalités, tout cela avait suscité plus que des interrogations, des doutes parmi les franges les plus avancées des masses. La division des partis de gauche et la vive empoignade qui l'a immédiatement suivie a accéléré ce processus, lui a fait franchir un saut qualitatif. Mais alors, cette union qu'ils nous présentaient depuis des mois comme devant résoudre tous les problèmes, opérer tous les changements, la voilà réduite à l'impuissance. Cette cassure a fait l'effet d'une douche froide. A partir de là, un flot de questions est apparu. Les doutes se sont progressivement transformés en certitudes : non décidément, il n'y a rien de bon à attendre de ces partis-là !

Se pose alors la question de rechercher d'autres perspectives, de prendre soi-même ses affaires en main. Cette recherche, on la retrouve chez de nombreux travailleurs, chez les syndicalistes de plus en plus inquiets de voir leurs syndicats transformés en masse de manœuvre, parmi certains courants écologistes qui ne se laissent pas abuser par les attentions tardives que leur témoignent les politiciens de gauche, dans les associations de quartiers, dans la jeunesse, dans le mouvement des femmes.

Rassembler ces forces en un courant unique, réaliser son autonomie implique une grande clarification politique. Les délégués ont largement souligné à ce propos combien étaient nombreuses et précises les questions posées. Sur le capitalisme d'Etat, sur les dangers de l'après 78, sur la perspective socialiste,

Pour avancer dans la construction du front et jeter les bases de son large développement, on ne peut faire l'économie d'un intense travail de propagande, d'explications politiques sur tous ces points fondamentaux. La solidité de ses bases politiques conditionne pour une bonne part ses possibilités de large développement et sa capacité à entreprendre les tâches qu'il se fixe.

En même temps que l'on entreprend la tâche du rassemblement, se pose la question de la structuration. Les camarades ont insisté sur la nécessité d'une organisation du front souple et efficace, offensive et assurée une large démocratie. C'est sur la base des assemblées générales que devront se confronter les points de vue, se décider les initiatives, se prendre les décisions. Il s'agit de définir les formes d'organisation permettant l'initiative de chacun et la mobilisation de tous. Dans la période qui s'ouvre, l'intervention dans la campagne électorale, le travail de propagande sur les bases politiques et les objectifs du front tiendront évidemment une place importante. Mais il est nécessaire que les comités de front développent une dynamique de lutte sur le terrain des revendications. Pour cela, il est nécessaire de mettre en place les formes diverses d'organisation répondant aux objectifs fixés. Dans cet ordre d'idées, des commissions de travail spécifiques seront amenées à se constituer au sein des comités.

Les premiers résultats du travail entrepris sont extrêmement positifs. Il s'agit maintenant d'impulser très rapidement des comités de front, de rassembler pour la lutte.

Rassembler les moyens indispensables

L'écho favorable rencontré partout par les propositions de front, il s'agit aujourd'hui de le consolider et de l'étendre. La période ouverte avant les élections doit permettre au front de se faire connaître largement : période favorable, car les travailleurs sont particulièrement attentifs aux questions politiques, cette année plus que pour d'autres élections, car l'enjeu y est plus grand. Les partis bourgeois, de droite comme de gauche, vont se livrer à une débauche de propagande et la campagne électorale qu'ils ont menée pour les municipales n'en était qu'un avant-goût. C'est une raison de plus pour que le front s'affirme surtout sur le terrain, dans l'action.

Mais cette présence sur le terrain, c'est évident, doit être appuyée par des moyens matériels importants : des centaines de milliers d'affiches, de tracts, populariseront les propositions du front, des centaines de réunions se tiendront dans tout le pays. Se doter de moyens matériels à la hauteur des tâches actuelles, c'est nécessaire, c'est urgent. Il y a quelques semaines, notre parti lançait une souscription de 120 millions pour la bataille politique de 78. 12 millions ont déjà été collectés en moins d'un mois. La Conférence nationale du Parti a souligné ce succès et l'importance de le poursuivre.

Ce premier résultat montre qu'il est possible de rassembler l'argent nécessaire à la bataille. Cet effort, il faut le poursuivre, l'accroître : d'ici la fin du mois, une série d'échéances seront arrivées qu'il est indispensable d'assurer pour le bon déroulement de la campagne.

D'ores et déjà, les initiatives se sont multipliées pour que l'objectif soit rempli le plus vite possible. Aujourd'hui, avec l'approfondissement du débat sur l'après 78, avec l'élargissement de la bataille politique, le soutien financier nécessaire doit se développer lui aussi. Cela fait partie intégrante des objectifs à atteindre pour construire une alternative, une force organisée face aux dangers de l'après 78.

Conclusion

A l'issue de cette Conférence Nationale, apparaissent avec netteté à la fois les acquis et les armes pour mener la bataille politique de 1978 et aussi toute l'ampleur et l'intensité des tâches immédiates de construction du front.

Les acquis, les armes : c'est la claire définition de la situation et du travail de construction du front, ce sont les premières bases déjà constituées ; les tâches : un très vaste travail de propagande sans précédent, de rassemblement, amenant une frange nouvelle des masses à s'organiser, à libérer son initiative et à passer à l'action contre la bourgeoisie et le révisionnisme.

Le déficit de la SEMIBO

PARIBAS CONSEILLE, LES CONTRIBUABLES PAYENT

Spécialisée depuis 15 ans dans la construction de logements locatifs de type HLM, la SEMIBO s'est lancée à partir des années 1970 dans l'accès à la propriété en faisant largement appel aux crédits à court terme : elle rapprochait ainsi ses activités de celle d'un quelconque promoteur immobilier, comme le remarque le rapport de la commission des finances. Or les immeubles de moyen standing construits par la SEMIBO se sont très mal vendus. Vu leur prix élevé, ils ne pouvaient donner lieu à des primes ni aux prêts du Crédit foncier, mais seulement à des prêts bancaires. De plus, les couches sociales concernées par ce type de logement ne montraient guère d'enthousiasme à habiter des résidences qui voisinaient la plupart du temps avec des cités HLM...

Les banques qui ont accordé des prêts à court terme à la SEMIBO, voyant l'échec de ses programmes immobiliers ont «décidé de donner un coup d'arrêt en faisant

● Fin décembre 1976, la SEMIBO, société d'Economie Mixte Immobilière de la Banlieue Ouest de Paris accusait un «déficit catastrophique» de 55 millions de francs. Pour éviter un krach retentissant, le ministère des Finances décidait d'élaborer un plan de redressement. Ce plan vient d'être rendu public vendredi par Jacques Toutain, rapporteur de la commission des Finances au cours d'une réunion du conseil général des Yvelines, qui doit prendre une décision mercredi 18 janvier. Pour l'essentiel, ce sont une fois de plus les contribuables qui seront appelés à faire les frais des opérations immobilières de la SEMIBO, lancées à l'instigation de la Banque de Paris et des Pays-Bas.

apparaître en comptabilité un énorme déficit et en se tournant vers les pouvoirs publics pour récupérer leurs mises».

Mais en tant que société d'économie mixte, la SEMIBO a entraîné dans une situation difficile un grand nombre de communes, aussi bien des villes importantes comme Saint-Germain-en-Laye, Poissy, Sartrouville, Conflans-Sainte-Honorine, les Mureaux que de petites communes comme les Essarts-Le-Roi, ou le Mesnil-le-Roi.

Pour l'essentiel, ce sont ces communes (où à côté de secteurs résidentiels, voisinent des cités HLM), et par conséquent leurs

contribuables, qui devront, selon le plan de redressement, renflouer la SEMIBO. Pour éponger le déficit, le plan prévoit en effet de faire acheter par les communes une partie des réalisations immobilières de la SEMIBO. Il en coûtera 19 millions de francs, certaines villes devront même acquérir des immeubles déjà financés une première fois par contrat ! Certains appartements seront commercialisés comme prévu initialement, d'autres seront cédés à des sociétés HLM ou à des sociétés d'économie mixte.

Au niveau départemental il est demandé aux Yve-

lines d'accorder des bonifications d'intérêts aux collectivités locales pour un montant de 3,3 millions de francs. Enfin, une subvention d'Etat est prévue, qui ne saurait dépasser 7,5 millions.

Tandis que les communes sont ainsi appelées à s'endetter lourdement, le plan ne demande aux banques qu'une renonciation à 12 millions d'agios et leur garantie qu'elles pourront récupérer tous leurs capitaux prêtés à court ou à long terme.

Les contribuables des communes concernées, obligés de venir aux secours des banques, doivent savoir enfin que le rapport de la commission des finances reconnaît «que la responsabilité majeure de la déconfiture actuelle de la SEMIBO incombe aux inspireurs» de la reconversion de la SEMIBO en promoteur «c'est-à-dire à la SACI et au-dessus d'elle au département immobilier de la Banque de Paris et des Pays-Bas».

Des conseillers qui ne sont pas les payeurs...

Le meeting du 5 février sur l'avortement se prépare

Samedi, une assemblée générale des groupes femmes de la région parisienne, s'est réunie à la faculté de Jussieu. Elle avait pour but d'examiner les modalités pratiques de préparation du meeting du 5 février à la Mutualité sur la contraception et l'avortement.

Le contenu même du meeting n'a été que très peu abordé, si ce n'est pour déterminer les trois axes des interventions qui auront lieu : bilan de la loi Veil, limites de son application, oppositions réactionnaires qui se sont manifestées, notamment de la part de certains «patrons» hospitaliers ; présentation du manifeste des groupes femmes sur l'avortement ; actions à entreprendre pour imposer l'application effective de la loi Veil.

Une prochaine réunion est prévue pour poursuivre la préparation du meeting, au local du MLAC 34, rue Vieille du Temple, le lundi 23 janvier.

D'ores et déjà le MLAC et les groupes femmes ont décidé de s'associer aux comités Larzac de la région parisienne pour organiser un meeting-fête le 24 janvier à la Mutualité sur le thème «Vivre autrement. Contre la répression avant et après les élections c'est sur nos luttes que nous comptons», où seront abordés différents aspects de la répression : armée, avortement, internationalisation de la répression.

Corres.

Une nouvelle brochure du MLAC est en vente : «Questions pratiques sur la contraception» 5 F

Le Pellerin encore sur la brèche

Le lundi 9 janvier, un paysan du Pellerin, surprend un cadre en retraite, chargé de mission de l'EDF, M. Lignat, en visite au château du Pellerin. A sa sortie du château Lignat est entouré par plusieurs paysans, il y en a rapidement une centaine, les pneus de la voiture de Lignat sont dégonflés. Des explications sont demandées à Lignat qui venait de faire des propositions d'achat pour le compte d'EDF au propriétaire du château. Des documents sont subtilisés dans la voiture de Lignat qui intéressent au plus haut point les habitants, du Pellerin. On y apprend qu'EDF envisage des travaux non mentionnés dans la déclaration d'utilité publique. Il s'y

trouve une directive d'utiliser la période de janvier-février, avant les élections, période calme, pour discréditer les antinucléaires les plus intransigeants». Et surtout on découvre un fichage des habitants : «récolo de gauche», un commerçant qualifié d'«anti-nucléaire primaire, alcoolique ou drogué».

EDF a mal pris la chose et déposé trois plaintes pour voies de fait. Les flics ont interrogé un paysan du comité antinucléaire dimanche. Les paysans ont riposté en organisant un convoi de tracteurs à la Martinière où EDF a fait construire une station de pompage, ils y ont détruit les barbelés de protection.

La tempête qui a soufflé sur les côtes de l'Ouest de la France pendant 72 heures s'est apaisée, mais elle aura causé de gros dégâts, aussi bien sur la côte qu'à l'intérieur.

C'est ainsi que dans le Calvados, le conseil général a demandé des crédits gouvernementaux exceptionnels pour les victimes du mauvais temps. Il a voté dans l'immédiat le déblocage de 500 000 F pour commencer le colmatage des brèches ouvertes sur les digues de la Manche.

Dans la presqu'île du Cotentin, les habitants de Cherbourg ont été privés de courant et de gaz pendant plusieurs heures. La Hague et quelques stations balnéaires ont également été touchées par des coupures dues à l'accumulation de sel projeté par la tempête sur les isolateurs des pylônes à haute tension. Samedi après-midi, le courant a pu être rétabli.

Sur les côtes normandes et bretonnes, la tempête a coulé plusieurs chalutiers dans les ports de Saint-Quay-Portrieux et de Saint-Cast, des digues ont été sérieusement endommagées et des toitures emportées par des rafales de vent qui ont atteint jeudi des vitesses de l'ordre de 140 km/h. Le vent a abattu également le calvaire des marins de Fécamp dressé au bord de la falaise.

Dans le port de Dunkerque, l'échouage d'un porte-conteneurs a nécessité une journée d'efforts pour le remettre à flots.

Enfin, dans les Landes, le phare de la digue nord de Cap Breton menace ruine, à la suite de l'effondrement de la digue ; quant au cargo panaméen «Le chaton» échoué depuis plusieurs semaines au large d'Urrugue, (Pyrénées Atlantiques), il a été coupé en deux par la tempête.

Après la tempête Le bilan des dégâts est lourd



Neige en montagne, pluie dans le Midi et le Sud-Ouest

La neige et la pluie ont pris le relais de la tempête. Les dangers d'avalanche ont entraîné l'interdiction de plusieurs pistes telle Isola 2 000 ou Tignes. Les chutes de neige ont été particulièrement importantes sur les Pyrénées ; les directeurs de stations ont retrouvé leur sourire mais dans la vallée d'Ossau 31 soldats, chasseurs alpin du 9^e RCP de Toulouse, ont été pris par la tempête. Ils ont pu se dégager mais ils souffrent de gelures.

Dans les Alpes, beaucoup de villages sont isolés et les coupures d'électricité sont nombreuses.

Enfin, la pluie ne cesse de tomber sur le Midi et le Sud-Ouest, sans qu'une amélioration rapide du temps soit en perspective.

A Val d'Isère une avalanche fait 2 victimes

Une avalanche de neige poudreuse a causé la mort d'un homme et d'une femme et fait quatre blessés, samedi à Val d'Isère. Large d'une cinquantaine de mètres et épaisse d'un à deux mètres, la coulée a recouvert le parking d'un immeuble et traversé la RN 202. Les 200 sauveteurs qui sont intervenus immédiatement ont pu retirer de la neige sept personnes ; deux d'entre elles n'ont pu être réanimées.

Dès vendredi, à la suite de l'importante chute de neige, des mesures de sécurité avaient pourtant été prises : évacuation de trois immeubles et fermeture de plusieurs routes menacées. Elles n'ont pas suffi. Samedi soir, la station était complètement isolée, la RN 202 étant interdite à la circulation.

Torrent dans le métro

Dans la nuit de vendredi à samedi, dix mille mètres cubes d'eau ont transformé le métro en torrent, entre les stations les Halles et Cité, sur la ligne N° 4. Une canalisation de trente centimètres de diamètre s'était rompue dix minutes plutôt à proximité du chantier des Halles, puis l'eau avait suivi une ancienne galerie communiquant avec les voies du métro.

Le trafic dut être interrompu en raison du danger de court-circuit. Il ne fallut pas moins de trois heures pour pomper l'eau et la rejeter dans les égouts.

On devrait savoir ce lundi quelle est l'origine de la rupture de la canalisation ; beaucoup de ruptures sont dues à l'usure des tuyaux, mais dans ce cas précis il pourrait aussi s'agir d'une conséquence des travaux effectués sur le chantier des Halles.

Corne de l'Afrique mise en garde de l'Arabie Saoudite à l'Ethiopie

L'armée éthiopienne semble vouloir tenter une contre-offensive à la fois en Erythrée et dans la région de l'Ogaden. Le régime du DERG bénéficie depuis le début du mois de décembre de livraisons d'armes massives grâce à un pont aérien qui mobilise 225 avions de transport. La semaine dernière, Carter avait dénoncé très nettement et directement l'intervention soviéto-cubaine dans la Corne de l'Afrique, ajoutant que les USA n'interviendraient pas directement. Après l'Iran, c'est l'Arabie Saoudite qui vient d'envisager un engagement direct en faveur de la Somalie. Le ministre des Affaires étrangères saoudien a déclaré : «L'Arabie Saoudite viendra certainement au secours de la Somalie si ses frontières sont violées par une puissance étrangère.»

Sahara l'intervention de l'aviation française continue

Dans un communiqué, le ministère de la Défense de la République Arabe Sahraouie Démocratique fait état de nombreuses opérations contre les troupes d'occupation maroco-mauritaniennes depuis le début du mois de janvier, notamment un sabotage des chemins de fer minéraliers le 7 janvier et une embuscade tendue aux forces d'Hassan II le 12.

A la suite de cette dernière opération, une intervention combinée de l'aviation marocaine et de l'aviation française a eu lieu, un Bréguet-Atlantique accompagnant des avions de chasse. L'Armée de Libération a abattu un Broussard marocain et capturé son pilote et son observateur.

D'autre part, le ministre de l'information de la R.A.S.D. aurait déclaré à Aden qu'un hélicoptère français a été abattu le 11 janvier et son équipage capturé.

Zimbabwe : des négociations qui servent Smith

Les discussions entre le chef du gouvernement raciste Smith et les anciens dirigeants du mouvement de libération, Sithole et Muzorewa ainsi que le chef tribal Chirau doivent reprendre ce lundi. Il semble que ceux-ci approuvent pour l'essentiel les exigences de Smith, à savoir un tiers des voix au Parlement pour les Blancs et un droit de vote pour cette minorité. Smith envisage un tel gouvernement «multiracial» pour seize ans. En acceptant cette constitution de type raciste, Muzorewa et Sithole iraient jusqu'au bout de la voie de collaboration dans laquelle ils se sont engagés en négociant, sans le Front patriotique.

**Achetez
le Quotidien du Peuple
tous les jours
dans le même kiosque**

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

C'est lundi que le gouvernement Andreotti devait présenter sa démission après dix-huit mois de «gouvernement de l'absentéisme», le PCI ayant décidé de faire la forcing pour obtenir sa participation à un «gouvernement d'unité nationale».

Tout au plus cette intervention aura-t-elle renforcé les secteurs les plus atlantistes d'autres partis : c'est ainsi que le parti républicain a cessé, ces derniers jours, de réclamer la participation de ministres du PCI au gouvernement. Il semble difficile, d'autre part, que le PCI puisse se prévaloir de cette intervention pour gagner des voix polaires : en réclamant depuis des années sa participation au pouvoir dans le cadre de l'OTAN, tandis qu'il maintient, malgré les contradictions, des liens étroits avec Moscou, il est mal placé pour se présenter comme défenseur de l'indépendance nationale. Ainsi aux ingérences américaines ont d'ailleurs répondu celles de l'URSS : l'agence TASS a multiplié les déclarations en faveur du PCI, en réponse à Carter. Une délégation du parti de Berlinguer conduite par le responsable de l'organisation Cervetti vient de rentrer de Moscou après une visite d'une dizaine de jours en URSS en principe pour un voyage «d'étude du développement économique et so-



Italie : démission d'Andreotti

LA CRISE OUVERTE

cial». La délégation avait eu en fait des entretiens au plus haut niveau, sur la situation actuelle en Italie. Par delà les polémiques sur l'euro-révisionnisme, le PCI maintient toujours des liens privilégiés avec le régime de Brejnev.

NOUVEAU SURSIS ?

Après avoir démissionné que peut faire Andreotti ? Puisqu'il exclut la participation de ministres du PCI, même de ministres «techniciens» proches du PCI (cette solution avait été envisagée), il est probable qu'il va à nouveau lui proposer une forme d'association au gouvernement. Il pourrait y avoir ainsi une renégociation du programme de gouvernement et du «pacte social». La seule concession au parti révisionniste serait de le faire participer à la mise au point du programme et de son application régulière dans le cadre du Parlement. La DC a tout intérêt à maintenir le PCI dans cette situation, d'autant plus que celui-ci en cas de refus, ne semble pas avoir à gagner à des élections

législatives anticipées. Des sondages et des résultats récents montrent qu'il ne referait sans doute pas ses résultats de juin 1976 (il avait eu alors 34,5 % des voix).

UNE «CONFÉRENCE NATIONALE OUVRIÈRE» CONVOQUÉE PAR LE PCI

Dans ces conditions, le PCI va-t-il entériner un nouveau plan d'austérité pour prouver «l'importance de sa contribution à la vie politique du pays» ? Le malaise semble croître dans le parti de Berlinguer d'une part, parmi les dirigeants révisionnistes eux-mêmes, certains commençant à penser que leur tactique de soutien à Andreotti les a compromis sans les servir : d'autre part, ils continuent à rencontrer des difficultés face aux revendications de la masse des travailleurs qui s'expriment aussi à la base du parti : le PCI vient d'ailleurs de convoquer d'urgence une conférence nationale ouvrière à ce sujet.

Les confédérations ont eu du mal à faire passer l'annulation de la grève nationale prévue pour janvier, même dans des fédérations dirigées par des révisionnistes. Récemment une importante fédération unitaire, celle des mécaniciens a rejeté un projet qui consistait à réserver exclusivement aux confédérations la détermination des revendications de salaire.

Ainsi l'instabilité politique risque de se prolonger en Italie : la démocratie chrétienne, tout en voulant s'assurer la poursuite de la collaboration du PCI pour faire payer la crise, refuse toujours de la laisser accéder à des postes ministériels, car ceux-ci lui serviraient de marche pied pour réaliser son projet de capitalisme d'Etat. Le parti de Berlinguer, s'il vient de déclencher une offensive, pour avancer dans ce projet, reste handicapé par ses contradictions internes sur la tactique et par ses difficultés à obtenir un soutien des masses après les mois de soutien à la politique d'austérité et de répression du gouvernement Andreotti.

D'après une
correspondance

Portugal un scandale politique

La découverte d'appareils ménagers de contrebande et de trente-cinq fusils chez Edmundo Pedro, secrétaire national du PS et directeur de la télévision déclenche un véritable scandale politique au Portugal, alors que la crise gouvernementale n'est toujours pas résolue.

Selon Pedro et selon l'Emajor de l'armée portugaise, il aurait disposé de 150 fusils au moment de la tentative d'insurrection du 25 novembre 1975. Mais il ne les aurait pas tous rendus... A cette époque, le PS avait dénoncé la constitution de milices armées et le rôle «subversif» de certains secteurs de l'armée. Il s'avère aujourd'hui que le PS lui-même ne comptait peut-être pas exclusivement sur la légalité. Le PS demande la libération de Pedro, mais il lui sera d'autant plus difficile d'arrêter les poursuites qu'il avait fait inculper Otelo de Carvalho pour des faits analogues.

Ce scandale, orchestré par une campagne de presse de la bataille et par la direction de la police pourrait avoir pour but de mettre en difficulté Soares au moment où il négocie un programme de gouvernement avec les partis de droite CDS et PSD, pour l'obliger à leur faire davantage de concessions.

URSS : DEUXIEME CONFÉRENCE DE PRESSE DE TRAVAILLEURS LICENCIÉS

«Nous sommes une grande armée de chômeurs soviétiques. Nous avons été mis à la porte d'entreprises soviétiques parce que nous avons essayé d'utiliser notre droit à la parole». C'est ainsi que, début décembre, 72 travailleurs de 42 villes d'URSS commencent une lettre ouverte rendue publique devant la presse occidentale à Moscou. Ils dénoncent les mesures de licenciement dont ils avaient été victimes à la suite de luttes contre l'exploitation et la corruption. Klebanov, mineur de 45 ans, avait lutté contre les conditions de travail et l'absence de sécurité (de 12 à 16 morts par ans) dans la mine Bazhanova. Il

avait été licencié, puis condamné à quatre ans et demi de baigne psychiatrique.

A nouveau arrêté après la première conférence de presse, Klebanov a pu revenir à Moscou, le 10 janvier pour faire une deuxième conférence de presse avec dix de ses camarades. De nouveaux cas de licenciements ont été présentés. Tamara Manakova, bibliothécaire dans un centre de vacances en Crimée, qui s'était opposé aux trafics et aux détournements de fonds de la direction, Valentina Chteverikova, licenciée pour avoir refusé d'utiliser son véhicule de service pour les besoins privés du directeur. Quant à Alexandre

Barchugov, ouvrier dans une usine métallurgique de Leningrad, victime d'un accident du travail, il n'avait pu toucher les indemnités qui lui revenaient, la direction refusant de reconnaître l'accident parce qu'elle voulait gagner le concours de l'usine ayant eu le moins d'accidents du travail.

Ces travailleurs, regroupés à partir d'abus criants et de cas de répression dont ils ont été témoins et victimes, révèlent l'existence et la montée d'une opposition ouvrière au régime de Brejnev, alors que les mouvements de résistance qui s'affirmaient au grand jour étaient jusqu'ici surtout composés d'intellectuels.

PROGRAMME TÉLÉ

Lundi 16 janvier

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - L'avenir du futur : Casino royale. Parodie drôlatique des films de James Bond.
22 h 35 - Débat : L'électronique de demain
23 h 45 - Journal et fin

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La tête et les jambes
21 h 35 - Racines. Feuilleton en dix épisodes, d'après le roman d'Alex Haley. Deuxième épisode.
22 h 25 - Zig-Zag : L'affiche. L'histoire de l'affiche.
22 h 55 - Journal et fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Cinéma public : Le kid de Cincinnati. Film américain de Norman Jewison (1965)
22 h 10 - Journal et fin

Mardi 17 janvier

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure : L'énergie solaire.
18 h 25 - Pour les jeunes
18 h 55 - L'accusée
19 h 15 - Une minute pour les femmes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Arouapeka
21 h 30 - L'échappée belle ou les sports nouveaux. Le skateboard et le deltaplane.
22 h 20 - Pleine page. Emission littéraire de Pierre Sipriot.
23 h 30 - Journal et fin.

A 2

18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Les Dossiers de l'Écran : Les Français et les partis politiques. Soisson, Guéna, Marchais, Diligent, Estier, Fabre, soumis aux questions d'un échantillon de 60 Français. Emission qui a déjà été reportée deux fois pour grève.
23 h 30 - Journal et fin.

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 40 - Tribune libre : la C.F.D.T.
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures.
20 h 30 - Hommage à Howard Hawks : Rio bravo. Film américain de Howard Hawks (1958) en version française. Avec John Wayne et Dean Martin. Comment faire un western original à partir d'une histoire banale ? Réponse : avec le talent de Howard Hawks.
22 h 35 - Journal
22 h 50 - Réussites.

BLOC NOTES

VIE SUR MARS ?

Les deux sondes américaines Viking 1 et 2 sont parvenues voici près d'un an et demi aux abords de Mars. Les résultats des expériences destinées à mettre en évidence la présence éventuelle de formes de vie sur la planète Rouge sont maintenant bien analysées, si les polémiques provoquées par leurs résultats plutôt décevants ont perdu de leur vigueur. Il est possible de faire le point aujourd'hui sur ce problème.

Depuis déjà plusieurs années, les scientifiques savaient que les petits hommes verts sur leur planète n'existaient que dans les vieux romans d'anticipation. Les conditions de température et de pression, la composition de l'atmosphère (presque exclusivement du gaz carbonique) ne leur laissaient guère de chances. Par contre, les photos avaient montré très clairement la présence de longs ravins dans le sol martien, bien plus significatif que les «canaux» qui ne sont dus qu'au mouvement de l'atmosphère martienne. Ces ravins ne pouvaient qu'être les vestiges d'une présence d'eau importante et aujourd'hui disparue, concentrée dans les glaces polaires. Si les conditions propres à une vie organique ne parraient pas très bonnes, aujourd'hui rien n'empêche de penser

que les formes de vie issues de cette période humide aient pu s'adapter selon le phénomène de l'évolution que nous connaissons sur Terre.

Les deux sondes Viking étaient chargées de confirmer ou d'infirmer cette hypothèse. D'abord mises sur orbite martienne, leur site d'atterrissage fut choisi à la fois pour des considérations biologiques (régions à latitude plutôt favorable) et techniques (possibilités de travail dans de bonnes conditions).

Chacune de ces sondes emportait l'instrumentation nécessaire à trois types d'expériences : analyse organique d'éléments du sol, étude des échanges gazeux en présence de sol martien, lâchage de gaz marqué par du carbone radio actif, pour examiner son éventuelle absorption. Le principe des expériences misait sur le fait que d'après toutes les observations actuelles, l'apparition de la vie est liée à la chimie du carbone, seul corps dans la nature permettant la synthèse de molécules de grandes dimensions et stables. Auparavant, l'analyse de l'atmosphère martienne avait été faite tout au long de la descente des sondes. Résultat au sol : pression 135 fois plus faible que sur terre : 95 % de gaz carbone, 2,5 % d'azote, 1,8 % d'argon, des traces d'oxygène et de

gaz rares. Première remarque : l'absence d'eau. Or, l'eau semble bien indispensable à la vie.

Les expériences d'analyse faites sur les deux sites devaient permettre de déceler la présence en quantité infime, de molécules organiques. Leur précision put être vérifiée puisqu'elles décelèrent du solvant qui servait à nettoyer les appareils. Les résultats furent entièrement négatifs.

Pas de matière organique décelable. Cela n'excluait pas la présence de micro-organismes en très faible quantité. Le premier moyen de les piéger fut d'étudier l'évolution éventuelle du gaz présent au-dessus d'un échantillon de sol.

Si micro-organismes il y avait, en leur fournissant une substance nutritive parfaitement stérile, ils auraient dû la transformer et dégager ainsi du gaz. Sur les deux sites, on constata bien un fort dégagement de gaz immédiatement après l'apport de solution nutritive (gaz carbonique et oxygène). L'expérience fut poursuivie durant sept mois sans changement notable. Ce dernier fait, joint à la faible sensibilité de ces réactions aux variations de température, font penser qu'il s'agit de réactions chimiques plutôt que de réactions biochimiques liées à la vie, bien qu'une légère incertitude subsiste.

Une troisième série d'expériences visait le même but, en dégageant au-

dessus d'un échantillon de sol du gaz carbonique «marqué au carbone 14» (c'est-à-dire dont les atomes de carbone sont remplacés par des atomes de carbone radioactif, quasiment absent de l'atmosphère et Mars et facilement détectables), en analysant quelques jours plus tard la composition du sol, on pouvait savoir si le gaz fourni avait été fixé par d'éventuels micro-organismes. Sept des neuf expériences faites sur les deux sites furent positives ?

Peut-on en conclure pour autant à la présence de micro-organismes ? Il faudrait pour cela s'assurer que les derniers résultats ne sont pas explicables par des réactions chimiques dues à la composition particulière du sol de Mars (13 % de fer par exemple), et aux conditions de température et de pression. L'interprétation la plus plausible des expériences faites reste cependant de conclure à l'absence de vie organique là où les deux sondes ont atterri, tout en n'excluant pas totalement la présence de micro-organismes.

Cela ne veut pas du tout dire que la Terre serait l'unique lieu d'apparition de la vie. Il est au contraire fort probable que sur les milliards de planètes comparables dans d'autres systèmes solaires, des formes de vie soient apparues. Mais dans le système solaire, il semble n'y avoir que la Terre.

Eric BRÉHAT

Et l'acier fut trempé

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

41^e épisode

La petite ville de Chépétovka est gagnée par l'armée révolutionnaire qui effectue des tirs d'artillerie.

Tout le monde reprit avec force et, dans le chœur, résonnait la voix sonore de Sériojka. Il venait de trouver une nouvelle famille. Dans cette forêt de baïonnettes, une baïonnette lui appartenait.

Sur le portail de la propriété des Lechtchinski, un carton blanc portait un mot bref : « Revkom » (1).

A côté, une affiche écarlate : un soldat rouge pointait le doigt et le regard sur le passant. Avec ce texte :

« T'es-tu engagé dans l'Armée Rouge ? »

Pendant la nuit, la section politique de la division avait placardé ces propagandistes muets, à côté du premier appel du revkom à tous les travailleurs de Chépétovka :

Camarades,

Les troupes prolétariennes ont libéré la ville. Le pouvoir soviétique est rétabli. Nous appelons la population à garder son calme. Les sanglants

pogromistes ont été repoussés, mais pour qu'ils ne reviennent plus jamais, engagez-vous dans l'Armée Rouge. Soutenez de toutes vos forces le pouvoir des travailleurs. Le pouvoir militaire dans la ville appartient au commandant de la garnison. Le pouvoir civil au revkom.

Le président du revkom :
DOLINNIK.

De nouveaux hommes apparurent dans la propriété des Lechtchinski. Le mot « camarade » qui, hier encore, coûtait la vie à quiconque le prononçait, résonnait à chaque pas. Le mot si riche, si émouvant, de « camarade » !

Dolinnik ne savait plus ce qu'était le sommeil ni le repos.

Le menuisier organisait le pouvoir révolutionnaire.

Un bout de papier épinglé sur la porte d'une petite pièce de la propriété portait ces mots, au crayon : « Comité du Parti ». Ici se trouvait la camarade Ignatiéva, une femme calme, au sang-froid jamais en défaut. Le service politique de la division l'avait chargée, avec Dolinnik, de mettre sur pied les organes du pouvoir soviétique.

Une journée avait passé et leurs collaborateurs étaient déjà en place, une machine à écrire claquait à plein rendement. Ils avaient créé un commissariat au ravitaillement, avec à sa tête l'ancien

aide-mécanicien de la sucrerie, Pyjitski, un homme agile, nerveux. Avec une rare ténacité, il avait commencé, dès les premiers jours de l'instauration du pouvoir soviétique, à « serrer la vis » aux chefs aristocratiques de l'administration de l'entreprise, qui cherchaient à se faire oublier, refoulant provisoirement au fond du cœur leur haine des bolchéviques.

A l'assemblée générale de l'usine, parlant en polonais, martelant violemment du poing le rebord de la tribune, Pyjitski lança aux ouvriers qui l'entouraient des mots rudes, intransigeants :

— C'est fini, disait-il, ce qui s'est passé ne reviendra plus. Nos pères et nous-mêmes avons assez trimé toute notre vie pour Potocki. Nous leur avons bâti des châteaux et, pour ça, le très-illustre comte nous donnait tout juste de quoi ne pas crever de faim.

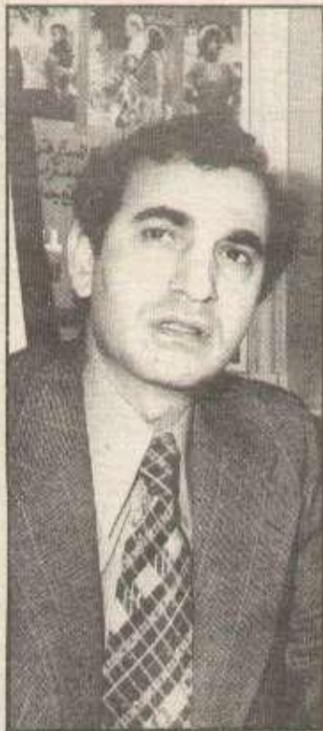
« Depuis combien d'années les comtes Potocki et les princes Sanguski s'engraissent à nos dépens ? Ne sommes-nous pas nombreux ici, nous autres ouvriers polonais, à avoir souffert du joug de Potocki tout comme nos frères russes et ukrainiens ? Eh, bien, voilà que les larbins du comte font courir des bruits parmi nous, disant que le pouvoir soviétique va serrer la vis aux ouvriers polonais.

(1) Comité révolutionnaire. (N. d. T.)

«COMMENT NOUS VOYONS LES ÉVENEMENTS DE 1978, AU PROCHE-ORIENT»

UNE DÉCLARATION DE EZZEDINE KALAK

représentant de l'OLP en France, au «Colloque pour la solidarité euro-arabe des peuples contre l'impérialisme»



Vous avez surtout entendu parler de l'initiative, prise individuellement et de façon unilatérale, par le président Sadate. Nous nous sommes opposés à cette initiative car elle a eu comme résultat de diviser le monde arabe et de porter un coup de poignard dans le dos de la révolution palestinienne. Même la résolution 242 et la résolution 338, dont l'Égypte est signataire, ne prévoient pas la fin de l'état de belligérance, alors que par son initiative individuelle, le président Sadate s'est rendu à Jérusalem occupée, justifiant l'occupation de Jérusalem par les forces sionistes. Il est allée reconnaître de facto l'État d'Israël et en plus, il a commencé la normalisation des rapports entre l'Égypte et l'entité sioniste.

LA RÉSISTANCE ARABE CONTRE L'INITIATIVE DE SADATE

Cette initiative de capitulation a divisé le monde arabe. En France et en occident, on a beaucoup entendu parler de l'attitude «modérée» des Palestiniens, mais très peu de mass-médias ont reflété la résistance de notre peuple, non seulement de la nation arabe, mais aussi notre population en territoires occupés.

Des manifestations ont eu lieu contre la visite et des campagnes d'arrestations massives ont été déclenchées par les autorités d'occupation israéliennes. Sur le plan politique, tous les maires de Cisjordanie ont tenu une réunion et ont décidé de boycotter la visite du président Sadate à Jérusalem occupée.

En plus, même le mufti de la mosquée, faisant la prière, s'est adressé au président Sadate en lui disant : «Je vous accueille ici en tant que fidèle et pas en tant que président. Je vous rappelle une chose, c'est que la nation arabe a besoin aujourd'hui d'un nouveau Saladin, et il ne faut pas oublier que Jérusalem est une ville arabe et le restera».

Donc, c'était cela notre résistance à l'intérieur. A l'extérieur, les forces arabes de résistance se sont réunies pour organiser à Tripoli une conférence de fermeté face au complot, face au plan américano-israélien, auquel le président Sadate participe. A l'époque, nous avons dénoncé cette initiative de capitulation en disant surtout en Europe et en France, à tous ceux, même parmi nos amis qui croyaient que Begin était un nouveau De Gaulle, nous leur avons dit que Begin n'était pas de Gaulle, ce n'est qu'un terroriste. Il est responsable du massacre de deir Yassine où 254 Palestiniens, enfants, vieillards, femmes et hommes

● Samedi et dimanche se tenait à Paris un «Colloque pour la solidarité euro-arabe des peuples contre l'impérialisme» organisé par le «Collectif de soutien aux forces progressistes arabes».

Au cours de cette rencontre ont eu lieu diverses interventions de personnalités françaises et d'organisations arabes, notamment de l'OLP, du Front POLISARIO, de patriotes libanais et égyptiens, ainsi que de représentants des mouvements de libération de l'Erythrée.

Dans son intervention, Ezzedine Kalak, représentant de l'OLP à Paris, a lancé un appel à la «volonté commune des peuples arabes et des peuples européens» contre les manœuvres de l'impérialisme. Nous publions ici de larges extraits de son intervention sur l'analyse de la situation actuelle et des perspectives de la Résistance.

ont été froidement massacrés en 1948. C'est un idéologue du mouvement sioniste de l'extrême-droite et il est venu à la tête de l'État d'Israël pour mieux servir les objectifs du sionisme, à savoir l'agression éternelle contre la nation arabe, l'occupation et l'expansionnisme.

LES OBJECTIFS

SIONISTES

Le président Sadate, lui, a trois fois ignoré l'OLP : dans son discours devant la Knesset, dans son discours devant le parlement égyptien et dans sa conférence de presse avec Begin à Ismailia. Il est allé même plus loin en empruntant à Carter sa formulation «l'OLP s'est exclue d'elle-même des négociations». Quel était l'objectif des Américains, des Israéliens, et du Président Sadate en affaiblissant l'OLP : ils espéraient qu'une organisation rivale pourrait être créée en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, et que le roi Hussein pourrait avoir un rôle plus important dans le règlement. Mais le plan Begin en 26 points, qui a été proposé au président Sadate pour régler la question palestinienne se résume à ces quelques points essentiels :

— La souveraineté israélienne sur les territoires occupés.

— La population qui habite surtout en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, ce sont des résidents — comme dans un hôtel — ils ont le choix entre opter pour la nationalité israélienne ou la nationalité jordanienne. Le peuple palestinien, lui, il n'existe pas en tant que tel, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de peuple palestinien, donc il n'y a pas de droit national pour le peuple palestinien. Donc c'est une pure et simple confirmation des théories sionistes en ce qui concerne la Palestine. Une terre sans peuple pour un peuple sans terre.

Le président Sadate qui est tout le temps optimiste, aujourd'hui, il ne peut pas l'être, car les sionistes ne visent pas seulement la Palestine entière, mais ils visent à créer leur grand Israël, et pour cela, tout en disant publiquement qu'Israël ne refuse pas la souveraineté égyptienne sur le Sinaï, sur le plan pratique, ils proposent même dans le cadre d'un accord séparé avec l'Égypte qu'Israël garde ses colonies de peuplement au Sinaï (une vingtaine), avec l'administration autonome israélienne et avec la défense israélienne. Deuxièmement, ils proposent qu'Israël garde les aéroports militaires et notamment dans le Sinaï, avec le contrôle militaire israé-

lien et qu'Israël, finalement garde aussi une présence militaire à Charm et Cheikh qu'elle soit conjointe avec l'Égypte, ou avec les forces des Nations Unies, et ils demandent également que les troupes égyptiennes ne dépassent guère les deux cols de Gidi et de Mitla, c'est-à-dire que l'armée égyptienne reste où elle est aujourd'hui.

Evidemment, le moins qu'on puisse dire quand on propose à l'Égypte un tel plan et qu'on voit que le président Carter — en qui Sadate avait beaucoup de confiance — appuyer le plan Begin, le moins qu'on puisse dire est «nous sommes déçus, nous sommes embarrassés et nous sommes surpris». Ce sont les termes que Sadate avait utilisés le lendemain du commentaire de Carter au début de son voyage au Proche Orient, mais ça ne sert à rien d'être déçu pour un responsable politique, d'être optimiste ou pessimiste. L'essentiel c'est de tirer les conclusions politiques qui s'imposent. Sadate a trahi la cause de la nation arabe, et en premier celle du grand peuple frère égyptien.

Il est beaucoup plus facile de commenter le passé et de faire le bilan que de prévenir l'avenir. Et bien, je vais essayer de vous présenter comment nous voyons les événements de 1978, et très probablement, dans les mois à venir.

«COMMENT NOUS VOYONS LES ÉVENEMENTS DANS LES MOIS À VENIR

Le président Carter, a parlé d'un Home land, il faut que cela soit clair et net, il ne s'agit pas d'un «national home land», c'est un foyer, et la traduction en français pour lui ne signifie pas une patrie. Pour lui, nous sommes à caser quelque part dans le monde arabe, car les États-Unis ne reconnaissent pas l'existence nationale du peuple palestinien. Plus récemment encore, son conseiller aux questions nationales et de sécurité, Brzezinski, a dit «bye bye» à l'OLP cela montre la véritable attitude de l'administration américaine, c'est à-dire l'attitude continue de l'impérialisme américain contre les droits nationaux du peuple palestinien, de la nation arabe.

L'impérialisme américain, en coordination avec l'entité sioniste et d'autres forces essaie de donner une suite logique à l'initiative individuelle, unilatérale, de capitulation de Sadate. Une nouvelle situation au Proche

Orient. Cette situation sera marquée par la création d'un axe égypto-israélien et, de l'autre côté, l'Iran se chargera du reste des pays arabes qui se trouvent à l'extrême orient ; et, entre ces deux axes, égypto-israéliens d'un côté, Iran de l'autre côté, il y a toute la région, c'est-à-dire les pays arabes et l'OLP qui ont participé à la conférence de fermeté de Tripoli il y a la Syrie, l'Irak, le Yémen démocratique, l'OLP mais aussi la Jordanie, le Liban, l'Arabie Saoudite, le Koweït, les Emirats arabes unis, Bahreïn, Qatar et le Yémen du Nord ; toute cette région les impérialistes, les Israéliens feront tout pour la déstabiliser. La déstabilisation signifie non seulement des attaques surprises israéliennes contre le Liban, mais il se peut que cela soit aussi des attaques contre la Syrie même, précédée par une attaque préventive — comme on dit — au Liban.

Cela signifie également, comme le disent les experts de la CIA et du Pentagone, des «opérations chirurgicales» dans le monde arabe, c'est-à-dire des raids rapides aériens extrêmement massifs, extrêmement meurtriers dans les coins les plus reculés de l'Irak et de la péninsule arabique menaçant tout Etat qui n'adhère pas au plan américano-israélien. On les menace de la déstabilisation que ce soit par le ravivement des conflits tribaux ou que ce soit par des campagnes déclenchées pour pousser un Etat arabe contre l'autre.

Aujourd'hui, même en France, on le constate à propos de l'assassinat de mon frère et camarade Said Hammami à Londres, représentant de l'OLP, on essaye de montrer qu'il y a un problème entre l'Irak et l'OLP et on pousse sans cesse dans les commentaires l'espoir de voir le conflit naître entre le peuple irakien frère et le peuple palestinien.

Il se peut que demain, d'autres campagnes mettent en cause les intérêts de deux Etats arabes dans la région, il se peut qu'il y ait un conflit qui permettra à la fois une intervention militaire israélienne et à la fois une hégémonie plus prépondérante des Américains sur les richesses na-

tionales arabes, contre les véritables intérêts et aspirations de la nation arabe dans cette partie du monde.

Mais face à cette situation, évidemment il ne faut pas rester pessimiste ; la révolution palestinienne, et les forces nationales progressistes arabes disposent de moyens politiques et militaires énormes. Nous comptons bien les utiliser pour contrecarrer ce plan américano-israélien appuyé par Sadate. Nous souhaitons quant à nous, dans l'OLP que le front de fermeté créé à Tripoli soit davantage renforcé et que d'autres forces nationales progressistes se joindront à cette conférence. Nous pensons qu'il est très difficile de contrecarrer les plans impérialistes et sionistes uniquement par une volonté individuelle, et pour cela nous avons, en tant que Palestiniens, besoin de notre unité nationale. Et vous l'avez vu lors de la conférence de Tripoli. La révolution palestinienne compte davantage aujourd'hui sur le dialogue démocratique fraternel et franc pour aplanir les différences d'appréciation sur la situation politique au sein du peuple palestinien. Nous sommes pour que l'OLP soit partie prenante dans l'action entreprise par les forces nationales et progressistes arabes, afin de contrecarrer le plan impérialo-sioniste et de l'arrêter et de mieux défendre les aspirations nationales à la liberté, à la dignité de l'ensemble de la nation arabe.

Dans cette optique nous n'oublions pas le grand peuple frère de l'Égypte. Dans les trente dernières années il n'y a pas eu de guerre israélo-arabes sans une contribution immense du grand peuple frère égyptien. Pour cela nous allons œuvrer contre les tentatives des États-Unis, de l'entité sioniste en Égypte, qui appellent au chauvinisme et qui appellent à l'isolement du peuple égyptien. Nous allons combattre ces tentatives car pour nous, on ne conçoit pas le monde arabe sans le peuple égyptien, dans la nation arabe. Ensemble nous devons défendre les intérêts et les droits et les aspirations communs (...).

(Les intertitres sont de la rédaction)

JERUSALEM : LA «COMMISSION POLITIQUE» SE REUNIT IN EXTREMIS

C'est à la dernière minute, après beaucoup de rebondissements dans la journée de dimanche, que la première réunion de la «Commission politique égypto-israélienne» a été maintenue. Prévue initialement pour lundi, l'ouverture de la réunion doit finalement se faire mardi à Jérusalem.

Samedi, Sadate déclarait : «Le processus de négociation traverse une phase critique et il est même en danger à cause du problème des colonies israéliennes dans les territoires occupés et de la question de l'autodétermination des Palestiniens». En effet, on devait apprendre qu'après le refus de Begin de mettre ces points à l'ordre du jour, le gouvernement égyptien avait décidé de suspendre sa décision de participer à la réunion. Vance adoptait la même attitude. Dans la journée toutefois, il semble qu'une navette diplomatique américaine ait imposé un compromis formel sur l'ordre du jour. Dimanche après-midi, Sadate décidait finalement de participer à la réunion de la commission, après avoir réuni son conseil national de sécurité. On voit à quel point la poursuite de ces discussions est tributaire d'une intervention constante et directe de l'impérialisme US, et combien les concessions de Sadate au sionisme ne peuvent conduire qu'à l'impasse.